

**BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT
FONDS AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT**



TCHAD

RAPPORT DE REVUE DE PORTEFEUILLE

**DEPARTEMENT PAR PAYS
REGION CENTRE-OUEST
DECEMBRE 2001**

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
Equivalences monétaires, abréviations et sigles	
RESUME ANALYTIQUE	(v-vi)
1. INTRODUCTION	1
1.1 Objectif du rapport	1
1.2 Envergure et composition du portefeuille	1
II. REVUE DES PROJETS EN COURS D'EXECUTION	2
2.1 Secteur Agriculture et le développement rural	2
2.2 Secteur social	12
2.3 Secteur des Transports	17
2.4 Projets âgés et à projets à problèmes	19
2.5 Evaluation de la fréquence et de la qualité des supervisions	20
2.6 Questions d'ordre transversal	21
2.7 Evaluation générale de la performance du portefeuille	22
2.8 Décaissements	22
III. EVALUATION DE LA CAPACITE DE GESTION ET D'EXECUTION DES PROJETS	23
3.1 Performance du Gouvernement	23
3.2 Performance de la Banque	24
IV. COORDINATION DE L'AIDE	25
4.1 Evaluation de la capacité du Gouvernement à coordonner l'aide extérieure	25
4.2 Evaluation de la coordination menée par la Banque avec les autres bailleurs de fonds	25
V. ETAT DE REMBOURSEMENT DES PRETS ET ARRIERES	26
VI. INITIATIVES A PRENDRE POUR AMELIORER LA QUALITE DU PORTEFEUILLE	26
6.1 Problèmes rencontrés au cours de l'exécution des projets	26
6.2 Solutions et plan d'actions	27
6.3 Leçons à tirer pour les DSP et les revues futures de portefeuille	27
VII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	27

ANNEXES

1. Matrice d'actions d'amélioration de la qualité du portefeuille actif
2. Opérations du Groupe de la Banque au 31/12/01
3. Résumé des opérations en cours d'exécution au 31/12/01
4. Evaluation de la performance des opérations en cours
5. Résumé des notes de performances par projet
6. Matrice des problèmes communs de portefeuille
7. Matrice des questions transversales de portefeuille

EQUIVALENCES MONETAIRES

(Décembre 2001)

1 UC	=	1,26608 \$ EU
1 UC	=	933,348 FCFA
1 UC	=	9,33348 FF
1 UC	=	1,42402 EURO
1 \$ EU	=	737,195 FCFA

Année fiscale

1er janvier - 31 décembre

ABREVIATIONS ET SIGLES

BADEA	:	Banque arabe de développement économique en Afrique
BET	:	Borkou - Ennedi - Tibesti
BID	:	Banque islamique de développement
BTP	:	Bâtiment et travaux publics
CAT	:	Compte d'assistance technique
CEE	:	Communauté économique européenne
CEP	:	Cellule d'exécution du projet
CFD	:	Caisse française de développement
COTONTCHAD	:	Société cotonnière du Tchad
DAO	:	Dossier d'appel d'offres
DNPE	:	Direction nationale des projets Education
DPAE	:	Direction de la programmation et des aides extérieures
DPFSPP	:	Direction de la programmation, du financement et du suivi des programmes et projets
DTN	:	Division des travaux neufs
FAC	:	Fonds d'aide et de coopération
FAD	:	Fonds africain de développement
FASR	:	Facilité d'ajustement structurel renforcé
FAT	:	Fonds d'assistance technique
FCFA	:	Franc CFA
ht/km ²	:	Habitant au kilomètre carré
IDA	:	Association internationale de développement
MFS	:	Mécanisme de financement supplémentaire
NETCBR	:	Société Djong Yang
OFNAR	:	Office national des routes
ONDR	:	Office national de développement rural
ONG	:	Organisation non gouvernementale
ONHPV	:	Office national de l'hydraulique pastorale et villageoise
ONPT	:	Office national des postes et télécommunications
PAS	:	Programme d'ajustement structurel
PIB	:	Produit intérieur brut
PEPP	:	Perspectives économiques et programme par pays
PIP	:	Programme d'investissement pluriannuel
PME/PMI	:	Petites et moyennes entreprises/Petites et moyennes industries
PNUD	:	Programme des Nations unies pour le développement
PSA	:	Programme spécial pour l'Afrique
PST2	:	Deuxième projet sectoriel des transports
SIG	:	Système d'information géographique
SNER	:	Société nationale d'entretien routier
SODELAC	:	Société de développement du Lac
SONASUT	:	Société nationale sucrière du Tchad
STC	:	Société tchadienne de construction
STECHE	:	Société tchadienne d'études et de construction d'hydraulique et d'équipements
STEE	:	Société tchadienne d'eau et d'électricité
TIT	:	Société des télécommunications internationales du Tchad
UC	:	Unité de compte
UDEAC	:	Union douanière et économique de l'Afrique Centrale

RESUME ANALYTIQUE

1. Ce troisième rapport de revue du portefeuille du Groupe de la Banque au Tchad informe les Conseils d'Administration des progrès accomplis, depuis 1997, en matière d'exécution de ses opérations dans le pays et formule des recommandations en vue d'améliorer la qualité du portefeuille et d'atteindre par la même occasion les objectifs attendus des projets financés. Ce rapport a été établi sur la base du dernier rapport de revue de portefeuille datant de 1997, des résultats des missions de supervision et de dialogue réalisées depuis cette date, des audits et comptes rendus des réunions trimestrielles des responsables des projets et des conclusions de la mission de revue de portefeuille effectuée du 23 juillet au 6 août 2001.

2. De 1974 au 31 décembre 2001, le Groupe de la Banque a financé 46 opérations totalisant un volume d'engagements nets de 322,96 millions UC, sous forme de prêts et de dons. Ces opérations sont constituées de 28 projets, 16 études et renforcements institutionnels et 2 programmes d'ajustement structurel. Sur la base des montants approuvés nets, le secteur Agriculture et développement rural est le principal bénéficiaire des ressources du Groupe de la Banque (37,54%) en raison de son importance dans l'économie nationale. Il précède le secteur social (18,69%), le multisecteur (18,028%), le secteur des transports (15,62%), le secteur des équipements collectifs (9,65%) et le secteur industrie et banques (0,49%). Le taux de décaissement global est de 68,92%. Sur 46 projets, 33 sont achevés et 1 projet a été annulé.

3. Depuis la dernière revue de portefeuille en 1997 qui avait porté sur 18 opérations, le portefeuille de la Banque a enregistré l'achèvement de 18 opérations et l'entrée de 12 nouvelles opérations pendant la période 1998-2001, financées sur le FAD et le FAT. Au total, au 31 décembre 2001, on dénombre 13 opérations en cours. Il s'agit de 8 projets effectivement en cours d'exécution, d'1 projet dans le secteur des transports (projet de route Massaguet-Ngoura) qui a été mis en vigueur mais n'a pas encore fait l'objet de décaissement, de 3 projets qui ont été approuvés dans les secteurs de l'agriculture (projet de développement rural de Biltine), de l'Education (projet éducation V), de la Santé (projet VIH-SIDA) en 2001 mais n'avaient pas encore été mis en vigueur au 31 décembre 2001 et du PAS III, approuvé en février 2002, mais rattaché aux opérations de 2001 car financé sur le reliquat du FAD VIII.

4. Le portefeuille ayant fait l'objet de la revue est constitué de 9 opérations dont 8 projets effectivement exécutés représentant un montant d'engagements nets de 98,27 millions d'UC. Le secteur agricole absorbe 65,02% des engagements nets contre 22,76% pour le secteur social et 12,21% pour le secteur des transports. Le taux de décaissement du portefeuille revue est de 34,23%. Il est plus élevé dans le secteur social (64,8%) que dans le secteur agricole (30,9 %).

5. Les projets du portefeuille actif ont en moyenne 4,7 années. Au 31 décembre 2001, 3 opérations ont plus de 6 ans. Il s'agit : (i) du projet d'aménagement hydro-agricole de Mamdi qui a 13 ans ; (ii) du projet éducation IV qui a 8 ans ; et (iii) du projet de renforcement de soins de santé primaire qui a 7 ans. L'existence de 7 nouvelles opérations approuvées pendant la période 1998-2001 a rajeuni le portefeuille actif. Par rapport au critère relatif à l'état d'avancement les 4 projets suivants peuvent être considérés comme projets à problèmes : (i) le projet de production cotonnière et vivrière ; (ii) le projet de valorisation des eaux de ruissellement ; (iii) et le projet de renforcement des soins de santé primaire. Le projet hydro-agricole de Mamdi a démarré tardivement en 1998 mais pour des raisons essentiellement exogènes au projet mais l'exécution du projet depuis le démarrage est satisfaisante.

6. Les opérations en cours contribuent effectivement à l'amélioration des conditions de vie des populations, en particulier des femmes en milieu rural, à la valorisation des ressources humaines, au renforcement de la gouvernance économique, au développement du micro-crédit, à la sauvegarde des

ressources naturelles et à l'intégration économique. Avec l'approche participative qui a été systématisée ces dernières années, on devrait s'attendre à un meilleur impact des opérations de la Banque sur la réduction de la pauvreté et le développement au Tchad.

7. La note attribuée aux 8 opérations en cours est de 1,8 point. Celle qui avait été attribuée aux 18 opérations en cours en 1997 était de 2,1. On note ainsi une légère dégradation de la performance globale du portefeuille. La moyenne des notes est de 1,7 pour le secteur Agriculture et développement rural et de 1,9 pour le secteur social. De manière globale, les performances au niveau des critères « état d'avancement », « acquisition de biens et services » et « performances financières » sont les plus faibles parmi les cinq critères tous projets confondus. Une attention particulière doit être accordée aux projets du portefeuille nécessitant l'amélioration des performances dans les critères précitées afin de relever la qualité du portefeuille.

8. Au cours de ces dernières années, les efforts ont été accomplis par le Gouvernement et la Banque pour améliorer l'exécution des projets. La Banque a renforcé ses missions de lancement et de supervision des projets et organisé des ateliers de formation dont le dernier, en date en septembre 2001, a porté sur les procédures de décaissement et d'acquisitions de biens et services. De son côté, à la faveur d'une amélioration de la situation des finances publiques, le Gouvernement s'est efforcé de respecter ses engagements financiers pour mobiliser la contrepartie locale dans les projets et honorer le remboursement régulier des prêts. Au plan institutionnel, le Gouvernement a pris des dispositions pour améliorer la capacité de mobilisation et de gestion des ressources par les projets, en vue d'en renforcer l'impact sur le développement. Le programme économique en cours vise la réforme des marchés publics et l'amélioration de l'exécution et du contrôle des dépenses publiques. Néanmoins, des efforts restent à fournir pour réduire les délais de mise en vigueur des accords de prêts, améliorer les performances en matière d'acquisition de biens et services et les performances financières.

9. S'agissant de la coordination de l'aide, elle est assurée au niveau de l'administration locale et également par les tables rondes sectorielles et les consultations directes de la Banque avec les principaux bailleurs de fonds qui sont représentés au Tchad. Par ailleurs, des contacts réguliers entre la Banque et les autres bailleurs de fonds présents dans le pays sont établis lors des missions de préparation, d'évaluation et de supervision, en vue d'harmoniser les stratégies d'intervention respectives sur le terrain et d'identifier les opportunités de cofinancement. La place centrale occupée par le DSRP dans la définition des stratégies d'intervention dans le pays devrait permettre d'améliorer la coordination de l'aide.

10. Malgré les efforts précités, la performance du portefeuille actif de la Banque au Tchad se trouve encore handicapée par : (i) les délais encore longs mis par le Gouvernement pour satisfaire les conditions préalables au premier décaissement ; (ii) la maîtrise insuffisante par certaines agences d'exécution des règles et procédures de la Banque en matière d'acquisition des biens et travaux; (iii) quelques lenteurs persistantes dans la libération par le Gouvernement de sa contribution à certains projets ; et (iv) les changements fréquents des responsables des projets . L'amélioration de la qualité du portefeuille qui doit être perçue comme un processus continu, requiert des actions de portée générale et des mesures spécifiques aux projets qui relèvent aussi bien de la Banque que du Gouvernement, telles que recommandées dans le rapport (annexe 1). La réalisation par le Gouvernement et la Banque des recommandations formulées à l'issue de cet exercice de revue des opérations en cours, devrait entraîner, à court et moyen terme, une élévation de la qualité du portefeuille du Groupe de la Banque au Tchad.

11. Les Conseils d'administration sont invités à examiner la situation et les conclusions du présent rapport de revue de portefeuille.

I. INTRODUCTION

1.1 Objectif du rapport

Le rapport vise à informer les Conseils d'administration des progrès accomplis, depuis 1997, en matière d'exécution des opérations dans le pays et de formuler des recommandations en vue d'améliorer la qualité du portefeuille et d'atteindre, par la même occasion, les objectifs attendus de ces projets. La présente revue intervient quatre ans après la deuxième revue effectuée en 1997, objet du document (ADB/BD/WP/98/18-ADF/BD/WP/98/14) approuvé par les Conseils en février 1997. Elle a été élaborée sur la base du rapport de revue de portefeuille de 1997, des résultats des missions de supervision et de dialogue réalisés depuis cette date, des audits et comptes rendus des réunions trimestrielles des responsables de projets et des conclusions de la mission de revue de portefeuille effectuée du 23 juillet au 6 août 2001.

1.2 Envergure et composition du portefeuille

a) Aperçu général

1.2.1 De 1974 au 31 décembre 2001, le Groupe de la Banque a financé 46 opérations totalisant un volume d'engagements nets de 322,96 millions UC, sous forme de prêts et de dons. Ces opérations sont constituées de 27 projets, 16 études et renforcements institutionnels et 3 programmes d'ajustement structurel. Sur la base des montants approuvés nets, le secteur agriculture et développement rural est le principal bénéficiaire des ressources du Groupe de la Banque (37,54%) en raison de son importance dans l'économie nationale. Il précède le secteur social (18,69%), le multisecteur (18,02%), le secteur des transports (15,62%), le secteur des équipements collectifs (9,65%) et le secteur industrie et banques (0,49%). Le taux de décaissement global est de 68,92%. Sur 46 projets, 34 sont achevés.

**Tableau 1 : Répartition sectorielle des engagements nets
31/12/2001**

Secteurs	Nombre Opérations	Engagements Nets (Millions UC)	% Engag. Nets par secteur	Montants Décaissés (Millions UC)	% Décaissé
Agriculture et develop, rural	17	121,23	37,54	66,49	54,85
Social	11	60,37	18,69	38,44	63,67
Transport	5	50,42	15,61	35,34	70,09
Multisecteur	4	58,2	18,02	49,58	85,19
Equip, Collectifs	8	31,15	9,65	31,15	100,00
Industrie et Banque	1	1,59	0,49	1,59	100,00
TOTAL	46	322,96	100,00	222,59	68,92

b) Aperçu des opérations en cours

1.2.2 Depuis la dernière revue de portefeuille en 1997 qui avait porté sur 18 opérations, le portefeuille de la Banque a enregistré l'achèvement de 18 opérations et l'entrée de 12 nouvelles opérations pendant la période 1998-2001 et financées sur le FAD et le FAT. Au total, au 31 décembre 2001, on dénombre 13 opérations. Il s'agit de 8 projets effectivement en cours d'exécution, d'1 projet dans le secteur des transports (projet de route Massaguet-Ngoura approuvé en avril 2000) qui a été mis en vigueur mais n'a pas encore fait l'objet de décaissement et de 3 projets qui ont été approuvés dans les secteurs de l'agriculture (projet de développement rural de Biltine approuvé en novembre 2001), de l'Education (projet éducation V approuvé en mars 2001), de la Santé (projet

VIH-SIDA approuvé en novembre 2001) mais n'avaient pas encore été mis en vigueur au 31 décembre 2001. Le projet PAS III a été approuvé en février 2002 mais est rattaché aux opérations de 2001 car il est financé sur le reliquat du FAD VIII.

Tableau 2
Résumé des opérations en cours au 31/12/01
(Montants en millions d'UC)

Secteurs	Nombre Opérations	Engagements nets			Montants décaissés			Taux décaissement		
		FAD	FAT	TOTAL	FAD	FAT	TOTAL	FAD	FAT	TOTAL
Agric. et dév. rural	6	68.60	4.3	72.9	19.59	0.20	19.79	28.6%	4.7%	27.1%
Social	5	32.5	2.60	35.1	14.49	0.00	14.49	44.6%	0.0%	41.3%
Transports	1	12.00	0.00	12.0	0.00	0.00	0.00	0.0%	0.0%	0.0%
Multisecteur	1	8.70	0.00	8.7	0.00	0.00	0.00	0.0%	0.0%	0.0%
TOTAL	13	121.8	6.9	128.7	34.08	0.20	34.28	28.0%	2.9%	26.6%

1.2.3 Le présent rapport comprend, outre cette introduction, six parties, à savoir : (i) la revue des projets en cours d'exécution ; (ii) l'évaluation de la capacité de gestion et d'exécution des projets ; (iii) la coordination de l'aide ; (iv) l'état de remboursement des prêts et arriérés ; (v) les initiatives à prendre pour améliorer la qualité du portefeuille et (vi) les principales conclusions et recommandations.

II. REVUE DES PROJETS EN COURS D'EXECUTION

Le portefeuille ayant l'objet de la revue est constitué de 9 opérations dont 8 projets effectivement exécutés représentant un montant d'engagements nets de 98,27 millions d'UC. Le secteur agricole absorbe 65,02% des engagements nets contre 22,76% pour le secteur social et 12,21% pour le secteur des transports. Le taux de décaissement du portefeuille revue est de 34,23%. Il est plus élevé dans le secteur social (64,8%) que dans le secteur agricole (30,9 %). Le projet de Transport est mis en vigueur mais n'a pas encore fait l'objet de décaissement.

Tableau 3
Résumé des opérations revues
(Montants en millions d'UC)

Secteurs	Nbre Opér.	Engag. nets			% Engag. nets	Montants décaissés			Taux décaissement		
		FAD	FAT	Total	Secteur	FAD	FAT	Total	FAD	FAT	Total
Agric. et dév. Rural	5	59.60	4.31	63.9	65.03	19.59	0.14	19.73	32.9%	3.2%	30.9%
Social	3	22.07	0.3	22.4	22.76	14.50	0.00	14.5	65.7%	0.0%	64.8%
Transports	1	12.00	0	12.0	12.21	0.00	0.00	0.00	0.0%	0.0%	0.00
TOTAL	9	93.67	4.61	98.3	100.00	34.09	0.14	34.23	36.4%	3.0%	34.8%

2.1 SECTEUR AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL

2.1.1 Le Groupe de la Banque a cinq opérations en cours d'exécution dans le secteur agriculture et développement rural. Le projet de sécurité alimentaire dans le nord Guera est financé par le FIDA et la Banque joue pour ce projet un rôle d'institution coopérante. Les cinq opérations sont : (i) le projet d'aménagement hydro-agricole de Mamdi ; (ii) le projet de production cotonnière et vivrière ; (iii) le projet de valorisation des eaux de ruissellement ; (iv) le projet de développement de la préfecture du lac ; et v) l'étude sur la pêche et la pisciculture. Le taux moyen de décaissement de ces opérations est de 30,9%. Le projet d'amélioration de la filière coton, vient récemment d'être achevé. Le projet de développement rural du Département de Biltine n'a pas encore été mis en vigueur.

A. Projet Aménagement hydro-agricole de Mamdi

A1- Données administratives et financières de base

Numéro du Prêt : CS/TCH/AGR/IR/86/9

<u>Montant du prêt</u> : 11,44 millions d'UC	<u>Sources</u> : FAD	<u>Décaissement</u> : 7,29 millions d'UC
<u>Date d'approbation</u> : 18/06/86	<u>Date de signature</u> : 17/07/86	<u>Date d'entrée en vigueur</u> : 18/03/88
<u>Date limite dernier décaissement</u> : 30/12/2002		<u>Agence d'exécution</u> : SODELAC
<u>Date de la dernière mission de supervision</u> : 27/11 au 11/12/2001		
<u>Nombre de missions de supervisions depuis 1997</u> : 8		
<u>Date de soumission du dernier rapport d'audit</u> : exercice 1 999 : 15 mars 2001		
<u>Nombre d'audit depuis 1997</u> : 3		
<u>Objectifs et composantes</u> :		
Le projet vise : (i) l'augmentation de la production des céréales, (ii) le désenclavement de la région du Lac.		
L Le projet comporte les sept composantes suivantes :		
(i) Aménagement hydro-agricole; (ii) Equipement et véhicules;(iii) Mise en valeur agricole; (iv) Etudes d'exécution;		
(v) Assistance technique et surveillance des travaux; (vi) Personnel national; et (vii) Suivi-évaluation.		

A2- Conformité aux conditions préalables/engagements

2.1.2 Les conditions préalables au premier décaissement ont été satisfaites avec un retard de 14 mois et l'accord de prêt a été mis en vigueur 21 mois après l'approbation du projet. Les autres conditions assorties à l'octroi par le FAD du prêt ont, également, été réalisées. Les rapports d'activités trimestriels sont transmis à temps à la Banque. Trois rapport d'audit des comptes du projets ont été effectués depuis 1997. Le dernier rapport d'audit, livré en mars 2001, est celui de l'année 1999. Le recrutement de l'auditeur pour les exercices 2000 et 2001 est en cours de préparation par l'agence d'exécution. Malgré le grand retard dans la mise en vigueur du projet, le Gouvernement se conforme, dans l'ensemble, aux conditions de l'accord de prêt. La performance est jugée peu satisfaisante.

A3- Performances en matière d'acquisition des biens et travaux

2.1.3 Certaines faiblesses relatives au recrutement du consultant chargé des travaux ainsi que de l'acquisition des matériels et des véhicules avaient été constatées. Des actions correctives ont été prises. Concernant les travaux relatifs aux projets, le rapport d'analyse des offres a été transmis à la Banque le 30/08/01. Dans l'ensemble, les problèmes en matière d'acquisition de biens et travaux, les règles et procédures de la Banque sont respectées. Les performances sont jugées satisfaisantes.

A4- Performances financières

2.1.4 Le prêt FAD finance 43,10% du coût total du projet. Le taux de décaissement est de 56.06%. Le reste du financement du projet est assuré par la BID et la BADEA à hauteur de 46,57% et le Gouvernement, 10,33 %. Le décaissement des financements de la BADEA et de la BID s'effectue normalement. Le Gouvernement libère régulièrement sa contribution à la réalisation du projet. Un problème de constitution de fonds de roulement, lié au fait que la fraction trimestrielle de fonds de roulement demandée est incompatible avec le montant minimum (20 000 UC) requis pour une demande de décaissement, avait été constaté. La solution a été d'inclure le montant de la demande de fonds de roulements dans le budget de la mission de contrôle. Le taux de décaissement est relativement faible pour un projet mis en vigueur en 1988. Les performances sont jugées peu satisfaisantes.

A5- Activités et réalisations

2.1.5 Approuvé en 1986, le projet du polder de Mamdi, a connu beaucoup de retard dû principalement : (i) au déphasage dans l'approbation des accords de prêts entre les 3 bailleurs de fonds; (ii) à la reprise des études d'exécution de base, (iii) à l'insécurité dans le pays, (iv) aux sanctions répétées imposées sur le pays par les 3 bailleurs de fonds et (v) à la résiliation unilatérale en août 1997 du premier contrat des travaux de génie civil par l'entreprise adjudicataire, deux ans après attribution. Le démarrage effectif des travaux du projet a commencé en septembre 1998, après la tenue à Ndjamena d'une réunion quadripartite, regroupant les représentants des trois bailleurs de fonds (BID, BADEA, FAD), co-financiers du projet et le Gouvernement tchadien. Les réalisations physiques sont comme suit : i) livraison des trois groupes de pompage pour la station de drainage et des treize autres destinés aux stations d'irrigation ; ii) fourniture des équipements d'irrigation et de drainage dont la réception a eu lieu en usine ; iii) réception de la totalité des tubes PVC et des matériels hydromécaniques; iv) signature du marché de réalisation des canaux d'irrigation principaux, dont le contrat d'un montant de 6,949 millions de FCFA, a été signé le 09 juillet 2001, pour une durée de 24 mois ; v) lancement de l'appel d'offres pour la réalisation de travaux d'aménagement interne (pose des conduites PVC et matériels hydromécaniques) dont la publication dans le Development Business a été effectuée le 16 juillet 2001 et le dépouillement a eu lieu en octobre 2001. Les analyses techniques et financières ont déjà été approuvées par la Banque; v) démarrage des activités de mise en valeur agricole des polders ; vii) accomplissement de l'ensemble des études d'exécution des travaux et de l'assistance technique ; viii) ouverture de 143 km de pistes rurales et mise en valeur de 586 ha de cultures de décrues et de 31 ha de cultures maraîchères ; et ix) la formation de cadres et de paysans. Les performances sont jugées satisfaisantes malgré le démarrage tardif du projet et le taux de décaissement relativement faible. (ok)

A6- Impact sur le développement

2.1.6 La probabilité que le projet puisse atteindre les objectifs de développement qui lui sont assignés (la maîtrise de l'eau et l'initiation des paysans aux techniques de gestion des périmètres irrigués et la production des céréales en quantité suffisante pour la population) est relativement bonne. Le projet avait connu beaucoup de retard pour les raisons précitées. Cependant, le démarrage du projet est actuellement effectif. Vues les activités et réalisations du projet, il est possible d'affirmer qu'à ce stade, il a contribué à améliorer les conditions de vie des populations et d'accroître leurs revenus. Les performances sont jugées satisfaisantes.

A7. Evaluation globale de la performance

2.1.7 Les indicateurs présentés ci-dessus permettent d'apprécier la performance globale du projet, qui est satisfaisante.

Indicateurs	Avancement	Acquisition des biens et services	Performance financière	Activités et Réalisations	Impact sur le développement	Evaluation globale
Evaluation	1	2	1.5	2	2	1.7

B. Projet de production cotonnière et vivrière

B1- Données administratives et financières de base Numéro du Prêt:F/TCH/AGR/24

Montant du prêt : 18,95 millions d'UC	Source :FAD	Décaissement : 11,61 millions d'UC
Date d'approbation: 2/09/93	Date de signature: 21/03/95	Date d'entrée en vigueur: 11/07/96
Date limite dernier décaissement: 31/12/2001 Date de la dernière mission de supervision : 17/11 au 02/12/01 Nombre de mission de supervision depuis 1997 : 8	Agence d'exécution: Cellule d'Exécution du projet	
Date de <u>soumission du dernier rapport d'audit</u> : Audit au 31/10/2000 : 19/03/01 <u>Nombre d'audit depuis 1997</u> : 3		
Objectifs et composantes: Le projet a pour objectifs fondamentaux de contribuer au renforcement de la sécurité alimentaire et à l'amélioration du niveau de vie des populations de la zone soudanienne. A cet effet, il vise l'augmentation de la production cotonnière et vivrière et des revenus des populations. Le projet comporte les six composantes suivantes :(i) Développement de la production;(ii) Recherche-formation et vulgarisation;(iii) Formation; (iv) Commercialisation;(v) Appui à la gestion de la Cotontchad; et (vi) Cellule de gestion du projet.		

B2- Conformité aux conditions préalables/engagements.

2.1.8 Les conditions préalables au premier décaissement ont été satisfaites avec un retard de 10 mois et l'accord de prêt a été mis en vigueur 35 mois après l'approbation du projet. Les autres conditions assorties à l'octroi par le FAD du prêt ont été réalisées. Les rapports d'activités trimestriels sont régulièrement transmis à la Banque. Le rapport d'audit de 2000 n'a pas encore été transmis, suite à la mesure de suspension des décaissements qui frappe actuellement le projet. La performance d'ensemble est jugé peu satisfaisante.

B3- Performances en matière d'acquisition des biens et travaux.

2.1.9 Les acquisitions par Cotonchad d'engrais lors des campagnes 98/99 et 99/00 se sont faites en dehors des règles d'acquisition de la Banque. Cette situation ainsi que la mauvaise gestion du fond de roulement ont conduit la Banque à suspendre les décaissements sur le prêt en date du 25 juillet 2001 et à demander l'exécution de l'ensemble des recommandations formulées dans la lettre du 25 juillet 2001, ainsi que le remboursement des sommes impliquées, avant le 30 septembre 2001. Différentes rencontres entre la Banque et la partie tchadienne, se sont tenues pour apporter une solution à ce problème. Les performances en matière d'acquisition sont jugées très peu satisfaisantes.

B4- Performance financière

2.1.10 Le prêt FAD finance la totalité des coûts en devises et une partie des coûts en monnaie locale. Le taux de décaissement du prêt FAD est d'environ 61.3%. L'AFD (ex-CFD) cofinance le projet à hauteur de 14,4 % de son coût total. Des retards sont notés dans la contribution du Gouvernement au financement du projet s'élevant à 10,8 % de son coût total. Des impayés d'un montant de 2,4 milliards de FCFA menacent la pérennité de la ligne de crédit pour l'acquisition d'intrants dont la dotation initiale s'élevait à 7,16 milliards de FCFA. Un plan d'apurement des arriérés des associations villageoises sur les crédits d'intrants a été élaboré. Il y a donc un retard dans la mise en œuvre du volet

crédit du projet dont la durée d'exécution va au-delà de la date limite du dernier décaissement du prêt fixé au 31 décembre 2001. Par ailleurs, la durée du contrat du consultant chargé de l'étude sur la sériciculture financée par la Banque, va au-delà de la date limite du dernier décaissement du prêt. Les performances financières sont jugées peu satisfaisantes.

B5- Activités et réalisations

2.1.11 Les réalisations physiques du projet sont comme suit : i) acquisition d'intrants agricoles par Cotontchad pour un montant de 7,16 milliards de FCFA, qui ont été distribués à crédit aux cotonculteurs à partir de 1998, et qui ont contribué à un niveau de production attendue de 200 000 tonnes de coton graine pour la campagne 2001-2002 et les surfaces en productivité de 184 000 ha sur une superficie totale de 306 000 ha ; ii) distribution de 620 tonnes de semences améliorées aux producteurs, durant la campagne 2001/2002; iii) équipement de 163 057 exploitations agricoles encadrées en charrue (33,33% des exploitations) et de 36 314 autres, en charrettes (7,7% des exploitations), par l'ONDR avec l'aide du projet ; iv) implantation de 5 parcs à bois centraux et 51 parcs à bois villageois ; v) production de 151 000 plants fruitiers; vi) diffusion de 4129 plants mères et 65 000 plants greffés ; vii) réalisation autour des plantations villageoises de 6200 m de pare-feu, 5820 m de haie vive et 3073 m de brise vent; viii) mise en place de 104 démonstrations en maraîchage bénéficiant à 6 375 producteurs ; ix) mise en place de 13.000 plants forestiers, 167 ha fumés en matière organique à partir de fumier de parcs d'hivernage ; x) plantation de 10 576 m de haies vives et défrichage de 160 ha selon le thème " défrichage raisonné" permettant de protéger les espèces utiles dans 17 nouveaux villages réalisés sur les sites pilotes dans le cadre des activités de gestion de terroir ; xi) mise en place de 234 tests et essais dont 167 en milieu paysan mobilisant 600 producteurs dans le cadre des activités de Recherche-Développement en cultures vivrières ; xii) réalisation de 376 essais/tests couvrant 135 ha et impliquant 337 paysans dans le cadre du volet pré vulgarisation ; xiii) encadrement de 1 479 villages dans le cadre des activités de vulgarisation par l'ONDR avec l'aide du projet ; xiv) organisation de sessions de formation se rapportant aux thèmes relatifs aux questions phytosanitaires des cultures maraîchères et à la plantation des boutures de manioc pour 381 producteurs, dont 315 hommes et 66 femmes ; xv) organisation de 41 séances de formation au bénéfice de 1625 producteurs en techniques améliorées d'arbomaraîchage; xvi) démarrage de l'étude sur la sériciculture par l'installation de 10 000 plants de muriers prêts pour un premier élevage de vers à soie; xvii); mise en place d'un dispositif de suivi-évaluation ; xviii) organisation de 18 séances de formation des animateurs des caisses rurales d'épargne et de crédit touchant 595 stagiaires, et sensibilisation de 154 personnes supplémentaires à l'importance de la création des COOPEC , portant le nombre total des stagiaires à 749; xix) formation de 198 forgerons ; xx) organisation de 5 séances de formation des formateurs des groupements ruraux touchant 80 participants ; xxi) formation de 26 animateurs des groupements des producteurs de semences ; xxii) organisation de 7 séances de formation des producteurs en techniques améliorées d'arboriculture et maraîchage en milieu villageois touchant 305 participants, dont 59 femmes ; xxiii) organisation de 4 séances de formation des paysans en technique de semences d'igname par fragmentation touchant 76 participants ; xxiv) organisation de 2 ateliers de formation des producteurs en techniques améliorées des gestion des ressources naturelles touchant 81 participants de 64 villages dont 24 comités créés grâce aux délégués ainsi formés; xxv) formation de 120 femmes à l'utilisation des foyers améliorés comme moyen de protection de l'environnement ; xvi) organisation de formations au profit des cadres du projet ; xvii) équipement et installation de la radio rurale de Moundou et xviii) mise en place d'un système d'information des marches. Les performances en matière d'activités et de réalisations sont jugées satisfaisantes.

B.6- Impact sur le développement

2.1.12 Comme en témoigne l'éventail des activités et réalisation du projet, l'impact positif du projet sur la production de coton et de produits vivriers, la création de revenu et le renforcement des capacités des agriculteurs et la promotion de l'accès des femmes aux moyens de production est indéniable. Bien que l'exécution du projet ait commencé avec retard, les performances en matière d'impact sur le développement sont jugées satisfaisantes.

B7- Evaluation globale de la performance

2.1.13 Les indicateurs présentés ci-après permettent d'apprécier la performance globale du projet qui est peu satisfaisante. Ce projet est un projet à problème.

Indicateurs	Avancement	Acquisition des biens et travaux	Performance Financière	Activités et Réalisations	Impact sur le développement	Evaluation globale
Evaluation	1.3	0	1	1.75	2.2	1.2

C. Projet de développement de la préfecture du Lac

C1- Données administratives et financières de base

Numéro du Prêt : F/DN/DEV-RUR/99/30

Numéro du don : F/TCH/DEV-RUR/99/30

Montant du prêt : 17,3 millions d'UC Montant du don : 3,06 millions d'UC	Source :FAD	Décaissement : 0,07 million d'UC
	Source :FAT	Décaissement : 0,0 million d'UC
Date d'approbation: 17/03/99	Date de signature: 25/05/99	Date d'entrée en vigueur: 04/09/2000
Date limite dernier décaissement: 31/12/2004 Date de la dernière mission de supervision : 21/04 au 11/05/01 Nombre de missions de supervision depuis 1997 : 2 Date de soumission du dernier rapport d'audit : Non encore intervenue		Agence d'exécution: SODELAC
Objectifs et composantes: L'objectif de projet est renforcer la sécurité alimentaire du pas par l'augmentation des productions vivrières net animales et par l'amélioration générales des conditions de vie des populations de la préfectures du Lac. Le projet comporte les quatre composantes suivantes : (i) aménagement des polders ; (ii) développement agricole ; (iii) développement de l'élevage ; (iv) et Gestion du projet.		

C2. Conformité aux conditions préalables/engagements.

2.1.14 Les conditions préalables au premier décaissement ont été satisfaites avec un retard de 3 mois et l'accord de prêt a été mis en vigueur 7 mois après l'approbation du projet. Les autres conditions assorties à l'octroi par le FAD du prêt ont été réalisées. Les performances aux conditions préalables/engagements sont jugés satisfaisantes.

C3. Performances en matière d'acquisition des biens et travaux.

2.1.15 Le projet est phase de démarrage, les premières acquisitions viennent d'être lancées. Les performances sont satisfaisantes.

C4. Performances financières

2.1.16 Le prêt FAD finance la totalité des coûts en devises et une partie des coûts en monnaie locale. Le FAT et les bénéficiaires, cofincent le projet respectivement à hauteur de 13% et de 3 % de son coût total Le taux de décaissement du prêt FAD est d'environ 0,4%. Le Gouvernement a décaissé 62,5 millions de FCFA sous formes de salaire. La Banque a remboursé les dépenses éligibles au FAD et supportées par le Gouvernement pour la période avril/mi-juin 2001, d'un montant de 6.500.000 FCFA. Les performances financières du projet sont jugées peu satisfaisantes.

C5. Activités et réalisations

2.1.17 Le projet se trouve en phase de démarrage. Les réalisations sont comme suit : i) la majeure partie du personnel national a été affectée au projet ; ii) le Gouvernement a mis à la disposition du projet des bâtiments à Bol ; (iii) la Banque a approuvé l'attribution du marché relatif au recrutement de l'assistance technique au cabinet AGRER pour un montant de 1.092.180.000 FCFA; (iv) le DAO pour l'acquisition des équipements, le groupe électrogène, le matériel de bureau est en phase de finalisation. Les performances en matière d'activités et réalisation sont satisfaisantes.

C6. Impact sur le développement

2.1.18 L'objectif du projet est de renforcer la sécurité alimentaire du pays par l'augmentation des productions vivrières et animales et par l'amélioration générale des conditions de vie des populations de la préfecture du Lac. La probabilité que ces objectifs de développement soient atteints est élevée, vue la rapide mise en vigueur du prêt et le niveau des activités et réalisations.

C7. Evaluation globale de la performance

2.1.19 La performance globale du projet est satisfaisante. Les indicateurs présentés ci-après permettent d'apprécier la performance globale du projet de satisfaisante.

Indicateurs	Avancement	Acquisition des biens et travaux	Performance Financière	Activités et Réalisations	Impact sur le développement	Evaluation globale
Evaluation	2	2	1,5	2	2	1.8

D. Projet de valorisation des eaux de ruissellement superficiel dans 4 préfectures (Batha, Guera, Biltine et Ouaddaï)

D1- Données administratives et financières de base:

Numéro du Prêt : F/TCH/VAL/EU-RUI/98/29

Numéro du Don : F/ TCH /DN-ET/VAL/EU-RUI/98/29

<u>Prêt</u> : 11,90 millions d'UC	<u>Sources</u> : FAD	<u>Décaissements</u> : FAD : 0,62 millions d'UC
<u>Don</u> : 0,51 million duc	<u>Sources</u> : FAT	<u>Décaissement</u> FAT : 0,00 millions d'UC
<u>Date d'approbation</u> : 29/04/98	<u>Date de signature</u> : 29/05/98	<u>Date d'entrée en vigueur</u> : 15/9/99
<u>Date limite dernier décaissement</u> : 31/12/2005 <u>Date de la dernière mission de supervision</u> : 08 au 23 octobre 2001 <u>Nombre de missions de supervisions depuis 1997</u> : 3 <u>Date de soumission du dernier rapport d'audit</u> : Non encore intervenue. <u>Nombre d'audit depuis 1997</u> : 0		<u>Agence d'exécution</u> : Direction du génie rural et de l'hydraulique agricole (DGRHA) – Ministère de l'agriculture.
<u>Objectifs et composantes</u> : Le projet vise à renforcer la sécurité alimentaire du pays. Il consiste à capter et à valoriser des ressources en eau de ruissellement superficiel dans les 4 préfectures pour l'agriculture de décrue, le maraîchage et pour abreuver le bétail. Le projet comprend 4 composantes suivantes : (i) travaux de génie civil ; (ii) développement agro-pastoral ; (iii) actions d'accompagnement ; (iv) gestion du projet		

D2- Conformité aux conditions préalables/engagements

2.1.20 Les conditions préalables au premier décaissement ont été accomplies avec un retard de 15 mois et l'accord de prêt et le protocole d'accord de don ont été mis en vigueur 16 mois après l'approbation de l'étude. Le rapport d'activité du second trimestre 2001 a été transmis à la Banque pour non-objection et approbation. Le rapport d'audit des comptes du projet pour l'année 2000 n'est pas encore disponible. Les performances à ce niveau sont jugées peu satisfaisantes.

D3- Performance en matière d'acquisition des biens et services

2.1.21 La CEP a procédé au recrutement du personnel contractuel, de l'assistant technique et à l'acquisition du matériel topographique. Des dossiers ont été transmis à la Banque pour avis de non-objection et approbation. Ce sont : (i) le dossier de consultation pour le choix d'un opérateur pour le volet formation, sensibilisation, organisation villageoise ; (ii) et le rapport de la sous-commission d'évaluation des offres pour le choix des opérateurs en formation, sensibilisation, organisation villageoise et crédit agricole. Le contrat avec l'entreprises CTT pour l'acquisition des matériels informatiques et équipements de bureau est en cours de signature. La performance en matière d'acquisition des biens et services est jugée satisfaisante.

D4- Performance financière

2.1.22 Le projet est entré en vigueur en 1999. Le taux de décaissement du projet est faible. Il se situe à 4,99%. Le dernier fonds de roulement a été décaissé par la Banque le 18 octobre 2001. Le Gouvernement a décaissé au titre de la contrepartie 30 millions de FCFA au titre de l'année 1999 et 40 millions de FCFA au titre de l'année 2000 et 20 millions de FCFA en 2001. La performance financière du projet est jugée peu satisfaisante.

D5- Activités et réalisations

2.1.23 Le calendrier d'exécution du projet n'a pu être respecté. Les réalisations sont comme suit : i) recrutement du personnel contractuel ; ii) mise à disposition du personnel national par le ministère de l'agriculture ; iii) levée topographique des sites de barrages et axes de pistes; iv) préparation des conventions des opérateurs techniques ; v) organisation des campagnes de sensibilisation des bénéficiaires ; vi) acquisitions de matériel topographique; et vii) le recrutement de l'assistant technique. Plusieurs dossiers ont été transmis à la Banque pour approbation : (i) le rapport des études géotechnique de 9 micro-barrages et de 143 km de pistes dans le Ouaddaï ; (ii) la convention entre l'ONDR et le PVERS ; (iii) la convention avec l'ONDR pour la composante agro-pastorale. Un autre Directeur de projet doit être recruté. La performance est jugée peu satisfaisante.

D6- Impact sur le développement

2.1.24 Le projet est en train de démarrer, toutefois, son contexte de réalisation n'ayant pas subi de modification, il est réaliste de croire, avec l'arrivée de l'assistant technique, que la probabilité que le projet puisse atteindre ses objectifs, demeure élevée. La réalisation des barrages de retenue des eaux de ruissellement, des forages et des puits maraîchers, permettront aux populations de pouvoir réaliser des activités agricoles sur 9 mois au lieu de 4 mois actuellement, d'améliorer les activités d'élevage et leurs conditions de vie. La performance est jugée satisfaisante

D7- Evaluation globale de la performance

2.1.25 La performance globale du projet pourrait être légèrement affectée par le retard enregistré dans la mise en vigueur du prêt et du protocole d'accord de don. Cependant, compte tenu des activités en cours, ce retard pourra être rattrapé par la CEP. Sa performance actuelle est peu satisfaisante.

Indicateurs	Avancement	Acquisition biens et Services	Performance financière	Activités & Réalisations	Impact sur développement	Evaluation globale
Evaluation	1	2	1.6	1.6	2	1.6

E. Etude du sous-secteur de la pêche et de la pisciculture

E1- Données administratives et financières de base

Numéro du Don : F /TCH/DN-ET/PEC-PIS/2000/12

<u>Montant du don</u> : 0,74 million d'UC	<u>Source</u> : FAT	<u>Décaissement</u> : 0, 20 millions d'UC
<u>Date d'approbation</u> : 10/12/99	<u>Date de signature</u> : 19/01/00	<u>Date d'entrée en vigueur</u> : 10/07/2000
<u>Date limite dernier décaissement</u> : 31/12/2004		<u>Agence d'exécution</u> : CPEP/Ministère de l'Eau et de l'Environnement
<u>Date de la dernière mission de supervision</u> : 06 au 13/03/01:		
<u>Nombre de mission de supervision depuis 1997</u> : 1		
<u>Date de soumission du dernier rapport d'audit</u> : Non encore Intervenu		
<u>Nombre d'audit depuis 1997</u> :		
<u>Objectifs et composantes</u> : L'objectif de l'étude est d'améliorer la contribution du sous - secteur de la pêche et de la pisciculture à la sécurité alimentaire, à la réduction de la pauvreté et à la diversification de l'économie.		

E2- Conformité aux conditions préalables/engagements.

2.1.26. L'accord de prêt a été mis en vigueur 7 mois après l'approbation du projet. Les autres conditions assorties à l'octroi par le FAT du don ont été réalisées. L'audit du projet n'est pas encore intervenu. La performance à ce niveau est jugée satisfaisante.

E3- Performances en matière d'acquisition des biens et travaux.

2.1.27 Le projet a recruté le bureau qui sera chargé de l'étude. Le matériel roulant (2 véhicules) a été livré. L'acquisition des pirogues et des équipements de bureau est en cours. Une requête de modification de la liste des biens et services a été transmise à la Banque. L'expert environnementaliste a démissionné. Le Gouvernement a procédé à la réhabilitation des locaux de la CEP. Une requête pour son remplacement a été envoyée à la Banque. La performance en matière d'acquisition des biens et travaux est jugée satisfaisante.

E4- Performance financière

2.1.28 Le don FAT finance la totalité des coûts en devises et une partie des coûts en monnaie locale. Le taux de décaissement du don est de 18.81%. Le Gouvernement a décaissé au titre de sa contribution une somme de 20,4 millions de FCFA. Une somme de 8.844.968 FCFA a été décaissée par le Gouvernement pour l'équipement et la réfection des locaux de cellule d'exécution. La performance financière est satisfaisante.

E5- Activités et réalisations

2.1.29 Malgré l'entrée en vigueur du don le 10/07/2001, l'étude n'a pu démarrer que le 22/08/01. Les résultats de l'étude ne sont pas encore disponibles au 31/12/01. La performance en matière d'activités et de réalisations est peu satisfaisante.

E6. Impact sur le développement

2.1.30 L'objectif de l'étude est d'améliorer la contribution du sous-secteur de la pêche et de la pisciculture à la sécurité alimentaire, à la réduction de la pauvreté et à la diversification de l'économie. La probabilité que ces objectifs de développement soient atteints est élevée si les résultats de l'étude sont pertinents. L'impact de l'étude sur le développement pourrait être positif. La performance de l'étude serait satisfaisante.

E7 Evaluation globale de la performance

2.1.31 La performance globale du projet est jugée satisfaisante. Les indicateurs présentés ci-après permettent d'apprécier la performance globale du projet de satisfaisante.

Indicateurs	Avancement	Acquisition des biens et travaux	Performance Financière	Activités et Réalisations	Impact sur le développement	Evaluation globale
Evaluation	2,3	2,5	2	1	2	1.9

2.2. SECTEUR SOCIAL

2.2.1 Le secteur social comprend au 31/12/01 les 3 projets suivants : (i) le projet Education IV : Amélioration de la qualité de l'enseignement secondaire ; (ii) le projet de Réduction de la pauvreté et d'actions en faveur des femmes ; (iii) et le projet de Renforcement des soins de santé primaires. Le taux de décaissement des 3 opérations en cours s'établit à 64,8%. Comme signalé précédemment le projet Education V et le projet VIH-SIDA ont été approuvés respectivement en mars et novembre 2001 mais ne sont pas encore entrés en vigueur.

A. Projet Education IV - Amélioration de la qualité de l'enseignement secondaire

A1. Données administratives et financières de base

Prêt No : F/TCH/AME-EDU/92/23)

<u>Montant net du prêt</u> : 7,556.8 millions d'UC	<u>Sources</u> : FAD	<u>Décaissement</u> : 5, 795 millions d'UC <u>Annulation partielle</u> : 1,653 millions d'UC
<u>Date d'approbation</u> : 28/08/91	<u>Date de signature</u> : 22/04/92	<u>Date d'entrée en vigueur</u> : 30/03/93
<u>Date limite dernier décaissement</u> : 31/12/2001 <u>Date dernière mission de supervision</u> : 15-29/09/2001 <u>Nombre de mission de supervision depuis 1997</u> : 06 <u>Date de soumission du dernier rapport d'audit</u> : 15/06/2000 (Audit 1999) <u>Nombre d'audit depuis 1997</u> : 03		<u>Agence d'exécution</u> : Direction des Projets Education, Ministère de l'Education Nationale
<u>Objectifs et composantes</u> : Le projet vise à l'amélioration des infrastructures de l'enseignement secondaire général dans la région du Borkou, les préfectures de Batha, du Logone oriental, du Guéra, de la Tanjilé et de N'Djaména. Pour ce faire, il est prévu la construction d'un CEG; la réhabilitation de 5 lycées; la formation du personnel enseignant secondaire; l'acquisition de mobilier manuels scolaires et matériels didactiques et l'appui à la Direction des Projets Education (DPE) du Ministère de l'Education. Le projet dont l'exécution était prévue en 4 ans comprend les composantes suivantes: (i) Réhabilitation de 5 établissements d'enseignement secondaire; (ii) Extension de l'enseignement secondaire à N'Djaména; (iii) Renforcement de l'enseignement secondaire ; (iv) Appui à la Direction des Projets Education		

A2. Conformité aux conditions préalables/engagements

2.2.2 Le prêt a été mis en vigueur 19 mois après son approbation. L'exécution du projet a été perturbée par les nombreux retards dans le processus de passation des marchés de construction, d'acquisition de biens et services. Les rapports trimestriels d'activité sont régulièrement transmis à la Banque. Les audits des comptes des exercices 1997 à 1999 ont été réalisés. Il reste l'audit des comptes de l'exercice 2000. Malgré les retards dans la mise en œuvre et l'exécution la performance en la matière est jugée, dans l'ensemble, satisfaisante.

A3. Performance en matière d'acquisition des biens et travaux

2.2.3 Le processus de passation des marchés pour l'acquisition des manuels et matériels pédagogiques a connu un retard en raison du non-respect des procédures dans les DAO et dans l'analyse des offres. Ce qui a entraîné le rejet de la DAO par la Banque et la reprise de l'appel d'offres. La mise en œuvre de la convention signée avec l'UNESCO pour l'assistance technique pour la formation des formateurs a connu plus de trois ans de blocage avant d'être relancée en mars 2000 par un protocole d'accord entre le Ministre de l'Education nationale et l'UNESCO. La performance en matière d'acquisition des biens et travaux est jugée peu satisfaisante.

A4. Performance financière

2.2.4 Le projet est co-financé par le Fonds de développement de l'OPEP 5 000 000 USD (4 032 000 d'UCF) et le Gouvernement 1 200 000 000 FCFA. La contribution de l'OPEP est destinée à la composante Construction et celle du Gouvernement aux composantes Construction et Fonctionnement. Le prêt FAD est décaissé à 80,88% en tenant compte de l'annulation partielle de 1,653 millions d'UC. Le co-financement de l'OPEP est décaissé à 78% et la contrepartie du Gouvernement à 82,52 %. Le volet de l'OPEP a été clôturé le 31/08/2000. Il convient de noter que l'exécution physique du projet (construction et autres acquisitions..) est à plus de 85%. L'écart entre le niveau de décaissement et l'exécution physique s'explique par les économies substantielles qui ont été réalisées, en particulier dans la catégorie Génie civil qui représente 71% du coût total du projet. La date limite du dernier décaissement a expiré le 31/12/2001. La performance financière est jugée satisfaisante.

A5. Activités et réalisations du projet

2.2.5 La construction d'un Collège d'enseignement général (CEG) et la réhabilitation/extension de 5 lycées sont achevées et les établissements mis en service. Le mobilier destiné à ces établissements a été acquis et livré. Concernant la livraison des manuels scolaires et des matériels didactiques, un seul des trois fournisseurs a entièrement exécuté son contrat en livrant les manuels scolaires. Les deux autres ont demandé une révision des prix à la hausse qui n'est pas acceptable à la Banque. Le Gouvernement devrait entreprendre des actions envers les intéressés afin d'obtenir la livraison des manuels conformément aux termes des contrats. Les activités liées à l'assistance technique de l'UNESCO (formation sur place du personnel enseignant, d'encadrement et de gestion) sont achevées. Le stage des enseignants et cadres de l'Institut Supérieur des Sciences de l'Éducation (ISSED) initialement prévu au Canada (Université Laval) a dû être transféré en France en raison de difficultés d'obtention de visas pour le Canada. Le stage a débuté avec 5 mois de retard sur le dernier calendrier prévu. La performance en matière d'activités et de réalisations du projet est jugée satisfaisante.

A6. Impact sur le développement

2.2.6 Le projet constitue un appui au développement du pays car il a permis d'accroître l'accès à un enseignement secondaire de qualité aux filles et garçons des régions concernées, notamment le Borkou, les préfectures de Batha, du Logone oriental, du Guéra, de la Tanjilé et la ville de N'Djaména. Le projet a permis de construire un collège, de faire la réhabilitation et l'extension de 5 lycées et collèges et de les équiper, de former et recycler les enseignants et le personnel enseignant de gestion et de contrôle de l'enseignement secondaire. Il a permis d'accroître l'accès des jeunes filles et garçons des régions concernées à un enseignement secondaire de qualité. Le projet a réduit également les disparités régionales au niveau de l'accès à l'enseignement secondaire et a donc favorisé un développement socio-économique équitable du pays. Le CEG construit à N'Djaména est devenu le plus grand établissement secondaire de jeunes filles du pays avec un effectif de plus de 1200 filles provenant de toutes les régions du pays. La performance en matière d'impact sur le développement est jugée satisfaisante.

A7. Evaluation globale de la performance

2.2.7 La performance globale est satisfaisante. Il y a eu une évolution notable dans l'exécution du projet, malgré le retard initial et le retard en cours d'exécution liés à diverses difficultés.

Indicateur	Avancement	Acquisition des biens et services	Performance financière	Activités et travaux	Impact sur le développement	Evaluation générale
Evaluation	1.7	1	2	1.75	2.3	1,7

B. Projet Réduction de la pauvreté et actions en faveur de la femme

B1. Données administratives et financières de base

Prêt No. F/TCH/REPA-FEM/97/28

Don No F/TCH/REPA-FEM/97/9

Montant du prêt : 5,300 millions d'UC Montant du don : 0,300 million d'UC	Sources : FAD Sources : FAT	Décaissement: 0,720 million d'UC Décaissement: 0,0 million d'UC
Date d'approbation: 04/09/97	Date de signature: 09/10/97	Date d'entrée en vigueur: 4/02/99
Date limite dernier décaissement: 31/12/2003 Date dernière mission de supervision : 10-17/10/2001 Nombre de missions de supervision depuis 1999 : 05 Date de soumission du dernier rapport d'audit: Néant Nombre d'audit depuis 1997 : 1		Agence d'exécution: Cellule d'Exécution du projet, Ministère de l'Action Sociale et de la Famille
<p>Objectifs et composantes: Le projet vise à améliorer les conditions de vie des groupes vulnérables, notamment des femmes des zones rurales, dans la préfecture du Chari-Baguirmi, en leur assurant un meilleur accès aux ressources productives et par le renforcement des capacités des organisations de la société civile, partenaires du projet en matière de réduction de la pauvreté et d'intégration de la femme au développement.</p> <p>Le projet comporte quatre composantes: (i) Mise en œuvre d'un fonds de développement Social ; (i) Renforcement des capacités de conception et de suivi-évaluation du Ministère de l'Action Sociale et de la Famille en matière de réduction de la pauvreté et participation de la femme au développement ; (iii) Renforcement des capacités locales d'intervention des partenaires du projet ; et (iv) Mise en place de la cellule d'exécution du projet.</p>		

B2. Conformité aux conditions préalables/engagements

2.2.8 Les conditions préalables au premier décaissement ont été satisfaites mais avec un retard de 11 mois et l'accord de prêt a été mis en vigueur 17 mois après l'approbation du projet. Les rapports trimestriels d'activité sont régulièrement transmis à la Banque. Le premier audit des comptes du projet a été réalisé en 2001. La performance est jugée satisfaisante.

B3. Performance en matière d'acquisition des biens et travaux

2.2.9 Les acquisitions des travaux (réhabilitations de locaux) de biens (équipements, mobilier, véhicules) et de services (assistance technique pour la CEP) ont été effectuées en général en conformité avec les règles de procédures de la Banque. Le Conseiller Technique Principal démissionnaire a été remplacé par son bureau d'étude en moins d'un mois. Un nouveau comptable a été recruté pour remplacer le comptable qui n'était plus disponible. La performance en matière d'acquisition des biens et travaux est jugée satisfaisante.

B4. Performance financière

2.2.10 Le prêt, mis en vigueur en février 1999, est décaissé à 13,60%. Le démarrage des activités relatives au fonds de développement social et au micro-crédit permettra d'accroître le taux de décaissement dans les prochains mois. Les ressources de contrepartie nécessaires pour les années 2000 et 2001 ne sont pas encore débloquées. La performance financière est peu satisfaisante.

B5. Activités et réalisations

2.2.11 Le personnel de la CEP a été recruté et mis en place. Les locaux ont été réhabilités et les équipements, mobilier et véhicules acquis. L'assistance technique a été recrutée et mise en place. Le CTP démissionnaire ainsi que le comptable indisponible ont été remplacés. Le manuel de procédure a été finalisé, validé, traduit en arabe et a été largement diffusé. Le système informatisé de gestion comptable est installé. Dans le cadre du renforcement des capacités de conception, de coordination et de suivi en matière de réduction de la pauvreté et IFD du Ministère de tutelle (MASF), les équipements sont acquis, et l'audit organisationnel réalisé. Les DAO relatifs à la réhabilitation de la Délégation régionale et aux formations sont élaborés et leur lancement attend le déblocage des fonds de contrepartie. En ce qui concerne la mise en place d'un fonds de développement social, les études relatives (i) à l'identification des ONG partenaires, (ii) aux institutions de micro-finance et (iii) au plan de communication sont terminées. Une liste de 10 IMF et ONG a été retenue. Les activités de micro-crédit et de construction d'infrastructures démarreront au premier trimestre 2002 après le recrutement d'un bureau d'étude chargé des études et de la supervision des travaux. L'audit des comptes des exercices 1999 et 2000 est en cours. La performance est jugée satisfaisante.

B6. Impact sur le développement

2.2.12 De par les objectifs qui lui avait été assignés, le projet devrait avoir un impact élevé en termes d'amélioration des conditions économiques et de vie des populations rurales, notamment des femmes. La performance en matière d'impact sur le développement est jugée satisfaisante.

B7. Evaluation globale de la performance

2.2.13 La performance globale est jugée satisfaisante.

Indicateur	Avancement	Acquisition des biens et services	Performance financière	Activités et travaux	Impact sur le développement	Evaluation générale
Evaluation	2	2	1.2	2	2	1,8

C. **Projet Renforcement des soins de santé primaire**

C1. Données administratives et financières de base Prêt FAD No F/TCH/REN-SAN/93/25

<u>Montant du prêt</u> : 9,210 millions d'UC	<u>Sources</u> : FAD	<u>Décaissement</u> : 7,893 millions d'UC
<u>Date d'approbation</u> : 05/05/1993	<u>Date de signature</u> : 12/05/1993	<u>Date d'entrée en vigueur</u> : 12/05/1994
<u>Date limite dernier décaissement</u> : 30/06/2002	<u>Agence d'exécution</u> : Cellule d'exécution du projet, Ministère de la santé	
<u>Date dernière mission de supervision</u> : 30/04-11/05/2001		
<u>Nombre de mission de supervision depuis 1997</u> : 04		
<u>Date de soumission du dernier rapport d'audit</u> : Néant		
<u>Nombre d'audit depuis 1997</u> : 0		
<u>Objectifs et composantes</u> : L'objectif du projet est de renforcer la nouvelle politique nationale de santé par une amélioration de la capacité de planification et de gestion des ressources humaines, matérielles et financières du niveau central au MSPAS et l'amélioration du niveau général de la santé des populations dans trois préfectures du sud du pays par une meilleure accessibilité géographique et financière aux soins de santé. Le projet dont l'exécution est prévue pour trois ans, comprend les composantes suivantes: (i) Renforcement institutionnel ; (ii) Construction, réhabilitation et équipement des infrastructures sanitaires dans trois préfectures ; (iii) Cellule d'exécution du projet.		

C2. Conformité aux conditions préalables/engagements

2.2.14 Les conditions préalables au premier décaissement ont été satisfaites avec un retard de six mois et le prêt a été mis en vigueur 12 mois après son approbation. Le projet n'a effectivement démarré qu'en 1995 par le lancement des différents appels d'offres. Les rapports trimestriels d'activité sont régulièrement transmis à la Banque. Les audits des comptes des exercices 1995 et 1996, 97-98, transmis à la Banque n'ont pas été approuvés en raison du fait qu'ils ont été réalisés par le Bureau chargé de l'assistance technique au projet. Le recrutement d'un cabinet en vue de la réalisation de cet audit est en cours. L'accomplissement des « autres » conditions du prêt est jugée peu satisfaisante.

C3. Performance en matière d'acquisition des biens et travaux

2.2.15 En matière d'acquisition des biens, travaux et services, les règles de procédure de la Banque n'ont pas toujours été respectées. Les honoraires pour les prestations d'un ingénieur biomédical ont été perçus par anticipation alors que les prestations avaient déjà été prises en compte dans le cahier des charges du dossier d'appel d'offres de la fourniture des équipements et l'assistance à la maintenance et qui ont été exécutées par le fournisseur. La performance est peu satisfaisante.

C4. Performance financière

2.2.16 Les décaissements effectués par la Banque au 31/12/2001 s'élèvent à 7,89 millions UC, soit un taux de décaissement d'environ 85,7%. Le projet compte 19 contrats. Seuls trois contrats ne sont pas totalement décaissés. La contribution du Gouvernement qui s'élève à 10% a été régulièrement libérée. Un reliquat de 1,22 millions d'UC est dégagé sur le prêt et le Gouvernement a introduit une requête en vue de son utilisation pour des travaux et acquisitions complémentaires. La requête du Gouvernement a été approuvée. La date limite du dernier décaissement a été prorogée au 30/06/2002. La performance financière est satisfaisante.

C5. Performance des activités et réalisations du projet

2.2.17 Le projet PRSSP est actuellement achevé. La construction, la réhabilitation et l'équipement des formations sanitaires ont tous été achevés (33 formations sanitaires ont été construites et équipées). L'assistance technique a été réalisée à l'exception de 10 hommes/mois qui n'ont pas été réalisés par le consultant. Pour la formation du personnel toutes les formations sont achevées. Pour la formation locale trois séminaires sur quatre ont été réalisés. Le projet a été confronté depuis son démarrage à des difficultés qui auraient pu être évitées, notamment en ce qui concerne les insuffisances dans la réalisation des études techniques détaillées. Ces insuffisances ont eu comme conséquence la nécessité pour le projet de réaliser des travaux complémentaires. Pour ce faire, le Gouvernement tchadien a émis le souhait de réaliser, dans le cadre d'une utilisation du reliquat du prêt, des travaux complémentaires qui se sont révélés nécessaires pour rendre ces formations sanitaires fonctionnelles. La performance est jugée peu satisfaisante.

C6. Impact sur le développement

2.2.18 Le Ministère de la Santé a bénéficié d'un renforcement de sa capacité de planification et de gestion des ressources humaines, matérielles et financières. Les infrastructures sanitaires mises en place et les diverses formations dont a bénéficié le personnel de santé à divers niveaux, ont accru les capacités des structures nationales à faire face aux divers aspects de la gestion des soins de santé primaire. Les actions complémentaires envisagées dans le cadre de l'utilisation du reliquat contribueront à renforcer la qualité des services de SSP et l'impact du projet sur le développement. La performance au niveau de l'impact sur le développement est satisfaisante.

C7. Evaluation globale de la performance

2.2.19 La performance globale est jugée peu satisfaisante

Indicateur	Avancement	Acquisition des biens et services	Performance financière	Activités et travaux	Impact sur le développement	Evaluation générale
Evaluation	1.3	1	2	1.5	1.7	1.5

2.3 SECTEUR DES TRANSPORTS

2.3.1 La Banque a une opération en cours dans le secteur des transports : le projet de route Massaguet-Ngoura approuvé le 27 avril 2000 pour un montant total de 12 millions d'UC. L'accord de prêt du projet a été mis en vigueur le 9 octobre 2000, mais le prêt n'a pas encore fait l'objet de décaissement. La mission de lancement du projet a eu lieu en novembre 2000.

A/ Projet de route Massaguet-N'Goura (section Bisney-N'Goura)

A1- Données administratives et financières de base

No du prêt F/TCH/AME-RTE/00/31

<u>Montant</u> : 12,00 millions d'UC	<u>Source</u> : FAD	<u>Décaissement</u> : 0,00 million d'UC
<u>Date d'approbation</u> : 27/04/2000	<u>Date de signature</u> : 18/05/2000	<u>Date d'entrée en vigueur</u> : 09/10/2000
<u>Date limite dernier décaissement</u> :30/06/2004 <u>Nombre de mission de supervision</u> :depuis 2000 : 1 <u>Date de la dernière mission de supervision</u> : 4-14/09/01		<u>Agence d'exécution</u> : Ministère des Travaux publics, des Transports, de l'Habitat et de l'Urbanisme
<p><u>Objectifs, description/composantes</u>: L'objectif global du projet est d'améliorer l'accès à des modes de transport plus efficaces et à de meilleurs services de transport intérieur et extérieur. Il vise en particulier la réduction des coûts d'exploitation des véhicules et l'amélioration des conditions socio-économiques des populations de la zone du projet . Le projet vise également à renforcer les capacités institutionnelles du Ministère des travaux publics, de l'urbanisme et de l'habitat.</p> <p>Le prêt devra financer: (I) les travaux routiers; (ii) le contrôle et la surveillance des travaux; (iii) l'acquisition de matériels de pesage d'essieux et de véhicules, (iv) l'aménagement de forages équipés de pompes solaires et des emprunts en marres pour le bétail, v).l'audit des comptes du projet et la formation.</p>		

A2 Conformité aux conditions préalables/engagements

2.3.2 L'accord de prêt a été mis en vigueur le 9 octobre 2000, soit un peu moins de six mois après l'approbation du projet. Ces bonnes performances indiquent que les conditions du prêt ont été remplies par l'emprunteur dans les délais requis par l'accord de prêt. La performance à ce niveau est satisfaisante.

A3 Performance dans l'acquisition des biens et travaux

2.3.3 Les dossiers d'appel d'offres pour la réalisation des travaux routiers et ceux relatifs à la sélection du bureau de contrôle et de surveillance des travaux ont été préparés et lancés conformément aux règles et procédures de la Banque. Les DAO concernant l'acquisition des matériels de pesage et de véhicules ont été finalisés avec l'accord de la Banque. Le dossier de consultation et la liste restreinte afférente à la sélection d'un bureau d'audit ont reçu la non-objection de la Banque. La consultation est en cours de lancement. En raison des propositions faites par le Gouvernement relatives au changement du type de revêtement de la chaussée, la date de remise des offres, initialement prévue pour le 15 mai 2001 a été repoussée au 30 août 2001 avec l'accord de la Banque. A cette date, quatre offres ont été reçues. Les résultats de leur analyse ont été transmis à la Banque le 9/11/01 pour non objection éventuelle. Après plusieurs échanges de correspondances, la Banque a transmis ses observations sur les résultats de l'évaluation des offres le 1er mars 2002. Concernant la consultation pour le contrôle des travaux, les premiers résultats d'évaluation des offres ont été rejetés par la Banque. Les derniers éléments des résultats de la deuxième évaluation ont été transmis à la Banque le 16 janvier 02. Leur examen est en cours de finalisation. Une seule offre a été reçue dans le cadre de l'appel d'offres pour le matériel peèse-essieux mobile. Le montant de cette offre est nettement au-dessus de l'enveloppe budgétaire prévue lors de l'évaluation du projet. La Banque a transmis ses observations sur les résultats de l'évaluation de cette offre et l'organe d'exécution a été invité à reprendre l'appel d'offres avec les spécifications du matériel retenu à l'évaluation du projet. Les performances en matière d'acquisition sont peu satisfaisantes.

A4 Performance financière

2.3.4 Les acquisitions du projet sont en cours et aucun contrat n'a encore démarré. Par conséquent, ni le prêt, ni la contrepartie du Gouvernement n'ont encore fait l'objet de décaissement. Il y a lieu cependant de noter que cette situation constitue un retard par rapport au calendrier prévisionnel qui avait été établi. La performance du projet est peu satisfaisante.

A5 Performance des activités et réalisations du projet

2.3.5 Les travaux de construction de la route n'ont pas encore démarré. La performance est peu satisfaisante.

A6 Impact sur le développement

2.3.6 Le projet permettra de doter le pays d'une liaison plus économique entre les villes de l'intérieur et la capitale N'Djaména ; il permettra en outre de promouvoir le développement des activités agropastorales, industrielles et socio-économiques dans la zone d'influence des opérations projetées. Le projet contribuera également au désenclavement du Tchad par rapport aux pays voisins, favorisant ainsi l'intégration de l'économie tchadienne à celle des autres pays de la sous-région.

A7 Evaluation globale de performance

2.3.7 L'évaluation globale de la performance du projet est sans objet. En effet, les performances financières et celles relatives aux activités et réalisations ainsi qu'à l'impact sur le développement ne peuvent être évalué au stade actuel comme il ressort du tableau ci-après.

Indicateur	Avancement	Acquisition des biens et services	Performance financière	Activités et travaux	Impact sur le développement	Évaluation générale
Evaluation	2	1	0	S.0	S.0	S.0

2.4 PROJETS AGES ET PROJETS A PROBLEMES

a) Projets âgés

2.4.1 Les projets du portefeuille actif ont en moyenne 4,7 années. Au 31 décembre 2001, 3 opérations ont plus de 6 ans. Il s'agit : (i) du projet d'aménagement hydro-agricole de Mamdi (mise en vigueur le 18/03/88) qui a plus de 12 ans. Ce projet a été clos le 31/12/02 ; (ii) du projet éducation IV (mise en vigueur le 01/04/93) qui a plus de 8 ans. La date de clôture du projet était fixé au 31/06/01. A la demande des autorités tchadiennes, la date limite du dernier décaissement a été prorogée de 4 mois soit le 31/12/01 ; et (iii) et du projet de renforcement de soins de santé primaire (mise en vigueur le 12/05/94) qui a plus de 7 ans. La date clôture de ce projet a été prorogée au 31/06/02, à la demande des autorités, pour permettre d'utiliser le reliquat du prêt pour des activités complémentaires. L'entrée de 7 nouvelles opérations approuvées pendant la période 1998-2001 a permis un certain rajeunissement du portefeuille actif.

2.4.2 Les longs délais accusés dans l'exécution de ces projets tiennent essentiellement à des facteurs exogènes (cas du projet de Mamdi), à la faiblesse des capacités administratives des agences

d'exécution, au non respect des règles de procédures en matière d'acquisition de biens et services de la Banque, aux lenteurs au niveau du traitement des dossiers à la Banque, au manque de transparence dans la gestion des ressources et la non disponibilité des fonds de contrepartie.

b) Projets à problèmes

2.4.3 Les projets à problème sont définis comme des opérations ayant une note inférieure à 1,5 pour le critère relatif à l'avancement ou à l'impact sur le développement. Par rapport au critère relatif à l'état d'avancement, les projets suivants peuvent être considérés comme projets à problèmes : le projet hydro-agricole de Mamdi (note = 1); (ii) le projet de production cotonnière et vivrière (note=1,3) (iii) le projet de valorisation des eaux de ruissellement (note= 1) et le projet de renforcement des soins de santé primaire (note = 1,3).

2.4.4 Les projets âgés et à problèmes précités devraient faire l'objet d'un suivi plus rapproché sur le terrain et d'un pilotage régulier des mesures recommandées à l'issue des missions de supervisions. Ces mesures sont reprises dans la matrice d'actions en annexe II.

2.5 EVALUATION DE LA FREQUENCE ET DE LA QUALITE DES SUPERVISIONS

a) Fréquence des supervisions

2.5.1 **Secteur Agriculture et développement rural.** Que ce soit par rapport à leur date d'entrée en vigueur ou par rapport à 1997, la norme de 1,5 mission de supervision par an a été respectée pour l'ensemble des projets du secteur agriculture et développement rural. Concernant le projet de Mamdi, la dernière mission de supervision a eu lieu du 27 novembre au 12 décembre 2001. Pour ce qui est du projet relatif aux eaux de ruissellement, la dernière mission de supervision a eu lieu du 8 au 23 octobre 2001. Le projet de production cotonnière et vivrière a été supervisé pour la dernière fois du 17 novembre au 2 décembre 2001. Les projets de développement de la préfecture du lac et d'étude du sous secteur de la pêche et de la pisciculture ont été supervisés pour la dernière fois respectivement du 21 avril au 11 mai 2001 et du 6 au 13 mars 2001.

2.5.2 **Secteur social :** La norme de 1,5 mission de supervision par an été respectée pour les projets Education IV et Réduction de la pauvreté et action en faveur des femmes depuis respectivement 1997 et 1999. Cette norme n'a pas été respectée pour le projet Renforcement des soins de santé primaire. Pour le projet Education IV. Pour le projet Réduction de la pauvreté et action en faveur des femmes, la dernière mission de supervision a eu lieu du 10 au 17 octobre 2001. Enfin, le projet de Renforcement des soins de santé primaire, a fait l'objet de sa dernière supervision du 30 avril 2001 au 11 mai 2001

2.5.3 **Secteur des Transports :** le projet de route Massaguet Ngoura, mis en vigueur depuis le 9 octobre 2001, a fait l'objet d'1 supervision du 4 au 14 novembre 2000.

2.5.4 On observe dans l'ensemble une bonne fréquence des missions de supervision des projets du portefeuille.

b) Qualité des supervisions

2.5.5 La qualité des missions de supervision est parfois affectée par leur courte durée liée souvent au fait que la supervision est souvent combinée avec d'autres activités (DSP, DSRP, revue de portefeuille, identification etc...) qui limitent le temps disponible affecté à la tâche de supervision. Par ailleurs, le fait que souvent la supervision est effectuée par un seul task manager sectoriel qui ne peut appréhender tous les problèmes essentiels et faire les recommandations requises limite la qualité des supervisions.

2.6 QUESTIONS D'ORDRE TRANSVERSAL

2.6.1 Les opérations de la Banque au Tchad ont été conçues principalement pour contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations, en particulier la femme en milieu rural, à la valorisation des ressources humaines, à la sauvegarde des ressources naturelles et de l'environnement et à l'intégration régionale. Avec l'approche participative qui a été systématisée ces dernières années, on devrait s'attendre à un meilleur impact des opérations de la Banque sur la réduction de la pauvreté et le Développement au Tchad comme il se dégage de l'analyse des questions d'ordre transversale suivantes (voir annexe V) :

2.6.2 **Questions de genre:** Les femmes représentent au Tchad 52% de la population totale. Elles requièrent donc une attention particulière. Dans le secteur agricole, le projet de production cotonnière et vivrière fait la promotion des femmes dans les activités productives et en contribuant à leur formation dans les techniques agricoles. Dans le secteur social, le projet de réduction de la pauvreté et actions en faveur de la femme vise à améliorer les conditions de vie des groupes vulnérables, notamment des femmes en zones rurales, dans la préfecture du Chari-Baguirmi, en leur assurant également un meilleur accès aux ressources productives.

2.6.3 **Ressources humaines et Gouvernance:** Les projets actifs au Tchad du fait de leur forte composante en développement des ressources humaines, en renforcement des capacités des ministères de l'agriculture, de l'éducation et de la santé contribuent à l'amélioration de la gouvernance économique.

2.6.4 **Intégration régionale :** La Banque a soutenu tous les programmes de réformes engagées dans le pays depuis 1988. Ces programmes ont facilité l'adoption de mesures d'harmonisation fiscale, budgétaire et légale, d'instauration d'un tarif extérieur commun et de convergence macro-économique. Ces mesures sont renforcées par des projets intégrateurs financés par la Banque notamment dans le secteur des transports. Ainsi, le projet de route Massaguet-Ngoura contribuera au désenclavement du pays par rapport aux pays voisins, favorisant ainsi les échanges commerciaux et le déplacement des populations entre le Tchad et les autres pays de la sous région.

2.6.5 **Environnement :** L'ensemble des projets actifs de la Banque au Tchad a fait l'objet d'études d'impact environnemental et ses questions ont été traitées, selon leur classification, lors de la préparation des projets.

2.6.6 **Approche participative :** Cette approche est désormais appliquée pour la préparation et la mise en œuvre des projets de la Banque au Tchad. Elle a été suivie dans la préparation des projets approuvés récemment dans les secteurs agricole, social et des transports. Cette participation a concerné surtout les associations de base, les groupements d'intérêts économiques, les chefferies et les ONG.

2.6.7 **Questions de populations** : Les projets dans les secteurs agricole et social contribuent directement à l'amélioration des indicateurs sociaux de la population. En effet, la réalisation de ces projets, concourent à améliorer la nutrition, la santé, le taux de scolarisation en particulier en milieu rural et à réduire l'ignorance.

2.7 EVALUATION GENERALE DE LA PERFORMANCE DU PORTEFEUILLE

2.7.1 Le projet d'aménagement routier de Massaguet-Ngoura n'a pas été intégré dans l'évaluation générale de la performance du portefeuille (voir annexe II) dans la mesure où l'évaluation globale de ce projet a été jugée sans objet pour les raisons indiquées précédemment.

2.7.2 **Evaluation globale**: La moyenne attribuée aux 8 opérations en cours est de 1,79 points. La moyenne des notes est de 1,67 pour le secteur Agriculture et développement rural et de 1,9 pour le secteur social. La situation globale du portefeuille peut être considérée comme satisfaisante malgré les problèmes relevés.

2.7.3 **Evaluation par secteur**: Comme le montre l'annexe II, au niveau du secteur Agriculture et développement rural, les performances relatives aux critères « état d'avancement » et « performances financières » se situent à un niveau moyen faible de 1,52. Au niveau du secteur social, les performances au niveau des critères « acquisition de biens et services » et « performances financières » se situent à un niveau moyen faible de 1,57.

2.7.4 **Evaluation par critère**: De manière globale, les performances au niveau des critères « état d'avancement », « acquisition de biens et services » et « performances financières » sont les plus faibles parmi les cinq critères tous projets (relatifs aux deux secteurs précités) confondus avec des scores respectifs de 1,59, 1,52 et 1,63.

2.7.5 Par rapport à la dernière revue de portefeuille réalisée en 1997 qui a porté sur 18 opérations et qui a abouti à une note globale de 2,1 on constate donc une régression de la qualité globale du portefeuille. Ces résultats impliquent qu'une attention particulière doit être accordée aux problèmes sous tendant les performances relatives aux critères « état d'avancement », « performances financières » et « acquisition de biens et services » lors des missions de supervision en vue d'améliorer l'état du portefeuille.

2.8 DECAISSEMENTS

2.8.1 Au 31 décembre 2001, le montant total décaissé pour les projets en cours est de 34,23 millions d'UC sur un total approuvé net de 98,28 millions d'UC soit un taux de décaissement de 34,8%. Le secteur social a le taux de décaissement le plus élevé (64,8%) suivi du secteur agricole (30,9%). Au niveau du secteur agricole, les composantes financées sur don des projets de valorisation des eaux de ruissellement et Développement rural de la préfecture du Lac n'ont pas encore fait l'objet de décaissement. On observe la même situation au niveau du projet Réduction de la pauvreté et actions en faveur des femmes. Par ailleurs, le projet d'Aménagement de la route Massaguet-Ngoura n'a pas encore fait l'objet de décaissement.

2.8.2 Les causes du faible taux de décaissement du portefeuille sont principalement les suivantes : (i) délais de traitement trop longs des demandes de décaissement ; (ii) problèmes de transfert des fonds entre la Banque africaine de développement et les banques des bénéficiaires ;

(iii) déficit de communication en ce qui concerne les paiements partiels des demandes et les rejets des demandes de décaissement ; (iv) irrégularités dans la transmission (parfois non transmission) des documents de suivi comptable et financier des prêts et des dons : ledger, bordereaux de décaissement, etc.

III. EVALUATION DE LA CAPACITE DE GESTION ET D'EXECUTION DES PROJETS

3.1 PERFORMANCE DU GOUVERNEMENT

3.1.1 Les projets et études financés par la Banque au Tchad sont exécutés sous la tutelle des différents ministères techniques, avec la coordination du ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire. Au sein de ce département, cette mission est assurée par la Direction de la programmation, du financement et du suivi des programmes et projets (DPFSPP) qui bénéficiait depuis 1990 d'un appui institutionnel de la Banque dont l'exécution s'est achevée à la fin de juin 1999.

3.1.2 Les mesures prises par le Gouvernement pour améliorer la performance des projets de la Banque demeurent insuffisantes, en raison des retards encore observés dans la phase de démarrage des projets et du rythme d'exécution parfois très lent de certains projets notamment dans le secteur agricole. Cependant, des efforts sont observés : (i) au niveau de la réforme des marchés publics avec notamment la redéfinition des seuils de passation et de délégation de compétence d'approbation des Marchés Publics ; (ii) au niveau du suivi et du contrôle des projets comme le montre la transmission plus régulière des rapports d'activités à la Banque et la réduction des cas de retard des audits. En outre, d'importants progrès sont enregistrés au cours des dernières années pour le déblocage de la contrepartie du budget dans les projets en liaison avec la simplification et rationalisation du circuit de la dépense qui permet d'alléger les étapes de contrôle et de réduire les étapes du circuit de la dépense.

3.1.3 Les causes des retards qui influent négativement sur la capacité d'absorption des ressources mises à la disposition du pays, sont d'ordre institutionnel et technique, et peuvent être identifiées à deux niveaux ;

- Pendant la phase de démarrage des projets, les délais allant de 6 mois à 35 mois sont constatés pour la mise en vigueur des prêts. Cela est dû notamment aux longs délais de préparation et d'approbation du décret de ratification des accords de prêt et aux difficultés rencontrées par l'administration et les agences d'exécution à remplir certaines conditions spécifiques.
- En cours d'exécution des projets, les retards rencontrés sont dûs principalement aux capacités insuffisantes des agences d'exécution à gérer le calendrier de préparation et de lancement des appels d'offres (problème de qualifications et grande mobilité du personnel dans les cellules d'exécution), aux délais de préparation des études architecturales et techniques pour certains projets et de signature de marchés, mais aussi la fragilité technique et financière des entreprises locales qui génère des dépassements dans les délais contractuels des marchés.

3.1.4 Conscient des contraintes qui pèsent sur la capacité nationale d'absorption des ressources, le Gouvernement a pris récemment certaines mesures visant à réduire les délais de ratification.

Parallèlement, le Gouvernement poursuit ses efforts de sensibilisation auprès des membres de l'Assemblée Nationale en vue d'aboutir à une procédure prioritaire systématique pour la ratification des accords signés avec les bailleurs de fonds.

3.1.5 En vue d'améliorer la capacité de gestion et d'exécution des projets, et de permettre au projet d'atteindre pleinement leurs objectifs, il est important que certaines dispositions soient prises par le Gouvernement et les agences d'exécution : (i) s'assurer pour les nouveaux projets de leur maturité avant d'être inscrits au PIP et négociés avec la Banque (préparation des études, identification et autorisations d'affectation de terrains, identification des ONG et institutions d'appui...) afin d'accélérer la mise en vigueur du prêt ; (ii) renforcer l'appui aux structures locales de crédit; (iii) réduire la mobilité des responsables et cadres dans les projets pour capitaliser les acquis et assurer la continuité dans l'exécution des projets ; (iv) consolider le système de suivi – évaluation en cohérence avec la réforme budgétaire en cours ; (v) alléger les procédures de passation des marchés publics et de contrôle au niveau du Gouvernement ; et (vii) systématiser les audits internes des projets

3.2 PERFORMANCE DE LA BANQUE

3.2.1 La performance de la Banque en matière d'assistance, de suivi et de supervision des projets a été satisfaisante au cours des quatre dernières années. Dans le cadre de la familiarisation avec les procédures de marchés et de décaissements de la Banque, un séminaire a été organisé en septembre 2001 à Ndjamena à l'intention des chefs de projets ainsi qu'à certains responsables de la Direction des Marchés Publics, de la Commission d'Appel à la Concurrence, du Ministère de la Promotion économique et du Développement du Ministère des Finances et du Plan. La fréquence et la composition des missions de lancement et de supervision sur le terrain se sont beaucoup améliorées et ont permis d'assister les projets dans la phase de démarrage et d'aplanir les difficultés en cours d'exécution. Toutefois, la charge importante des task managers et des autres experts de la Banque impliqués (GECL, PPRU, FFCO) dans la gestion des projets continue à peser sur les délais de traitement des dossiers reçus des projets qui demeurent encore en dessous des normes, en dépit des progrès accomplis.

3.2.2 La Banque va poursuivre les efforts en vue de réduire les délais d'approbation des dossiers d'appel d'offres et des marchés, ainsi que les délais de traitement des demandes de fonds de roulement et de la remboursement ainsi que l'envoi des avis de décaissement aux agences d'exécution.

3.2.3 En outre , la Banque a mis en place au sein des locaux du PNUD à N'Djaména depuis 1999, une cellule de suivi administratif de l'ensemble de ses opérations en cours. Grâce aux moyens humains et matériels dont dispose cette cellule, la Banque espère élever sensiblement la qualité de son portefeuille de projets au Tchad.

IV. COORDINATION DE L'AIDE

4.1 EVALUATION DE LA CAPACITE DU GOUVERNEMENT A COORDONNER L'AIDE EXTERIEURE

4.1.1 Au niveau local, la coordination de l'aide est assurée par le Ministère de la Promotion Economique et du Développement (MPED), à travers deux de ses Directions techniques : La Direction de la Planification du Développement et la Direction de la Programmation, du Financement et du Suivi des Programmes et Projets (DPFSP). un Haut Comité Interministériel et un Comité Technique chargés du suivi des réunions sectorielles ont été créés par le Décret N° 225 /PR/00 du 06 juin 2000.

4.1.2 La coordination de l'aide extérieure est assurée également à partir des Tables rondes périodiques qu'organise le Gouvernement avec le parrainage du PNUD. Elles rassemblent les bailleurs de fonds et partenaires de développement du Tchad autour des programmes et plans de développement du pays pour analyser et discuter les stratégies et les priorités de développement et coordonner leurs interventions tant au plan technique que financier. Dans ce cadre, depuis la dernière revue de portefeuille en 1997, une Table Ronde des bailleurs de fonds a été réalisée en 1998 (Genève IV) en vue de mobiliser les ressources nécessaires au financement des programmes de reconstruction et de développement socio-économique du pays ainsi que le renforcement des capacités. En complément à ces rencontres internationales des partenaires extérieurs au développement tchadien, le pays organise régulièrement des réunions sectorielles visant à préciser le contenu de ses stratégies sectorielles, obtenir l'adhésion des bailleurs de fonds traditionnels aux stratégies de développement proposées et recevoir leur soutien technique et financier. Il convient de souligner que dans le contexte de la consultation sectorielle sur l'éducation et la formation organisée en janvier 2000 avec l'assistance technique et financière de la Banque dans le cadre de la Table Ronde de Genève IV, la Banque a été désignée comme chef de file du secteur.

4.2 EVALUATION DE LA COORDINATION MENEES PAR LA BANQUE AVEC LES AUTRES BAILLEURS

4.2.1 Depuis 1997, l'affectation et l'utilisation de l'aide font également l'objet d'un examen au cours des réunions des membres du Programme Spécial pour l'Afrique (PSA) et dans le cadre des revues annuelles et à mi-parcours des Programmes de Développement à moyen terme du Gouvernement soutenus par les principaux bailleurs de fonds dont la Banque. La coordination de l'aide (prêts projet et prêts programme) est faite également dans le cadre de l'évaluation et la mise en œuvre de programmes d'ajustement financés par la Banque et l'élaboration des document de stratégie de réduction de la pauvreté par pays (DSP).

4.2.2 La Banque participe avec la BID et la BADEA, au financement du projet d'Aménagement hydro-agricole du polder de Mamdi. Des réunions tripartites (gouvernement/ FAD/BADEA), sont organisées, selon les besoins, en vue d'analyser les problèmes soulevés par son exécution, et de formuler des solutions appropriées. Dans le secteur de l'éducation, le projet Education IV a été co-financé par l'OPEP. La contribution de l'OPEP, a pris en charge 36,40% du coût des travaux de construction et de réhabilitation. Elle a pris fin le 31/08/2000 après l'achèvement des travaux de génie civil. Concernant le projet réduction de la pauvreté et actions en faveur des femmes, l'élaboration du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) ainsi que les études pour l'identification des créneaux porteurs et sur le profil de pauvreté ont été réalisées en coordination avec le PNUD et la Banque mondiale.

V. ETAT DES REMBOURSEMENTS DES PRETS ET ARRIERES

Grâce aux progrès économiques réalisés depuis 1995, le Tchad honore régulièrement les échéances dues au titre du remboursement de sa dette vis-à-vis du Groupe de la Banque. Par contre, le Tchad accuse des arriérés sur les souscriptions au capital de la BAD qui s'élevaient, au 31 décembre 2001, à un montant total de 432.000 UC au titre de l'AGC-IV.

VI. INITIATIVES A PRENDRE POUR AMELIORER LA QUALITE DU PORTEFEUILLE

6.1 PROBLEMES RENCONTRES AU COURS DE L'EXECUTION DES PROJETS

6.1.1 En dépit des efforts entrepris pour améliorer la performance du portefeuille, l'exécution des projets continuera d'être affectée par la persistance des problèmes génériques énoncés aux paragraphes 3.1 et 3.2 et résumés ci-après :

Phase de démarrage :

- (i) longs délais de préparation et d'approbation du décret de ratification des accords de prêt
- (ii) difficultés rencontrées par l'administration et les agences d'exécution à remplir certaines conditions spécifiques

Acquisitions des biens et services :

- (i) les longs délais de passation des marchés, incluant les difficultés d'élaboration des dossiers d'appel d'offres et la lenteur dans les processus respectifs d'adjudication et d'approbation des marchés,
- (ii) le non-respect des règles de procédure d'acquisition de la Banque,
- (iii) la faible capacité structurelle (organisation et moyens) des entreprises nationales du secteur privé pour exécuter les marchés,
- (iv) l'insuffisance de la base de données relatives aux fournisseurs nationaux ;

Organisation et la gestion des projets :

- (i) le manque de personnel qualifié ;
- (ii) l'instabilité du personnel d'exécution des projets ;
- (iii) la déficience de la gestion comptable et financière ;
- (iv) l'irrégularité de la procédure de recrutement des responsables des projets vis à vis des règles de la Banque (coordonnateur, comptable, autres) ;
- (v) le manque de suivi de la part des homologues ;
- (vi) le problème d'archivage des dossiers des projets ;
- (vii) la déficience du suivi et de gestion des contrats (consultants, entrepreneurs et fournisseurs) ;
- (viii) l'insuffisance du suivi des recommandations de la Banque ;
- (ix) la non-production des rapports d'activité ;
- (x) la non-réalisation systématique des rapports d'audit.

Les problèmes financiers:

- (i) le non-respect des engagements financiers du Gouvernement dans la mobilisation à temps de sa contrepartie au financement des projets bien que celle-ci ait été budgétisée
- (ii) l'arrêt de l'exécution des projets dû aux suspensions des décaissements
- (iii) les longs délais observés par la Banque dans les décaissements des fonds en faveur des projets

6.1.2 De tels problèmes, s'ils n'étaient pas résolus risqueraient d'obérer pour longtemps la capacité d'absorption de l'aide et les performances macro-économiques. Ce qui se traduirait par un faible taux d'exécution du PIP et de décaissement.

6.2 SOLUTIONS ET PLAN D' ACTIONS

Un plan d'action et un calendrier d'exécution actualisé ont été élaborés pour chaque opération en cours ayant fait l'objet de revue. Les mesures spécifiques envisagées dans l'annexe I et le maintien d'un niveau de supervision satisfaisant en 2001 et 2002 devrait améliorer le rythme d'exécution. Ceci devrait se traduire par une amélioration du rythme d'exécution des âgés prenant fin en 2001/2002. Ce qui devrait se traduire par une amélioration de la capacité d'absorption de l'aide.

6.3 LEÇON A TIRER POUR LES DSP ET REVUES FUTURES DE PORTEFEUILLE

Dans le cadre de la stratégie d'intervention de la Banque qui sera définie dans le DSP 2002-2004, une attention particulière devra être accordée aux mesures visant à soutenir le Gouvernement dans la mise en œuvre des recommandations d'ordre général et spécifique mis en exergue dans la présente revue de portefeuille (voir § VII) pour améliorer la qualité des projets existants. Il s'agira de soutenir des actions visant l'amélioration du cadre institutionnel de gestion des projets, l'atténuation des contraintes structurelles et sectorielles de l'économie tchadienne et de renforcer la bonne gouvernance. La réforme des marchés publics en cours doit être soutenue par la Banque. Une attention particulière devra être également accordée à la qualité des projets intégrant le pipeline et leur impact sur la réduction effective de la pauvreté, le document stratégique de réduction de la pauvreté formant désormais la charnière du DSP et devant faciliter la coordination de l'aide.

VII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

7.1 L'examen de l'état d'exécution des projets en cours de la Banque permet de conclure que la qualité de son portefeuille au Tchad est globalement satisfaisante. Toutefois, l'exécution des projets de la Banque, se heurtent aux difficultés génériques énoncées précédemment. Afin de maintenir et d'accroître le soutien financier de la Banque au développement économique et social du Tchad, les missions de la Banque sur le terrain devraient intensifier en 2002 et 2003 l'identification de projets au Tchad en vue d'augmenter ses réserves de projets. En outre, la Banque devrait intensifier ses efforts auprès des autres partenaires du Tchad pour identifier des nouveaux projets à cofinancer. Enfin, compte tenu des progrès obtenus depuis 1995 en matière d'assainissement du cadre macro-économique du pays et des actions engagées par les autorités pour mettre en place un cadre juridique et réglementaire favorable au développement des affaires, la Banque devrait œuvrer au financement de projets du secteur privé.

7.2 Les recommandations d'ordre général sont les suivantes :

A) Le Gouvernement :

- i) Organiser et mettre en place au niveau du ministère de la Planification Economique et du Développement, un système comptable fiable et de contrôle de l'exécution de l'ensemble des projets en cours ;
- ii) Mettre en place au niveau du même ministère un système de suivi efficace de l'exécution des projets de la Banque ;
- iii) Libérer régulièrement sa contribution au financement des projets de la Banque ;
- iv) Prendre les dispositions utiles pour accomplir dans les délais requis les conditions de mise en vigueur des prêts et dons ainsi que la transmission régulière des rapports d'avancement d'exécution des projets ; et
- v) Préparer et communiquer régulièrement à la Banque les rapports d'achèvement des projets dont les activités sont terminées ;
- vi) Veiller à réduire la fréquence des changements des responsables de projets.

B) La Banque :

- i) Poursuivre le renforcement du dialogue avec le Tchad en exploitant judicieusement les moyens mis en place au sein de la cellule de suivi administratif de l'exécution des projets de la Banque installé dans les locaux du PNUD à N'Djaména ;
- ii) S'assurer de la réalisation effective par le Gouvernement des recommandations des rapports d'audits des projets ;
- iii) Procéder à la préparation des rapports d'évaluation rétrospective des projets, afin d'accroître leurs effets durables sur le développement économique et social du pays.

7.3 Les recommandations spécifiques :

- i) Pour projets âgés et à problèmes précités, la Banque veillera à rapprocher et renforcer les missions de supervision en 2002. Pour sa part, le Gouvernement et les agences d'exécution devront mettre en œuvre les recommandations des missions de supervision pour améliorer l'exécution de ces projets au cours des deux prochaines années.
- ii) Pour les trois nouveaux projets entrés en vigueur en 1999/2000 (Développement rural de la préfecture du Lac, Etude du sous-secteur de la pêche et pisciculture, Aménagement de la Route Massaguet-Ngoura), la Banque programmera des missions pour assister le Gouvernement pour accélérer les décaissements.

7.4 Les Conseils sont invités à examiner les conclusions de la revue générale du portefeuille au Tchad et à adopter les recommandations ci-dessus.

TCHAD : REVUE DU PORTEFEUILLE

MATRICE D' ACTIONS EN VUE D' AMELIORER L' EXECUTION DES PROJETS EN COURS

Opérations	Problèmes soulevés	Actions requises	Date buttoir
PROBLEMES GENERIQUES			
Phase de démarrage	<ol style="list-style-type: none"> 1. les longs délais de préparation et d'approbation du décret de ratification des accords de prêt 2. les difficultés rencontrées par l'administration et les agences d'exécution à remplir certaines conditions spécifiques 	<ol style="list-style-type: none"> 1. <u>Gouvernement</u> : Trouver une solution réglementaire permettant la ratification des accords dans un délais maximum de 3 mois à partir de la signature 2. <u>Banque</u> : Améliorer la connaissance de l'Administration et des agences d'exécution sur les conditions spécifiques 3. <u>Gouvernement</u> : Renforcer les capacités en ressources humaines et institutionnelles 	Mars 2002
Acquisitions des biens et services :	<ol style="list-style-type: none"> 1. les longs délais de passation des marchés, incluant les difficultés d'élaboration des dossiers d'appel d'offres et la lenteur dans les processus respectifs d'adjudication et d'approbation des marchés 2. le non-respect des règles de procédure d'acquisition de la Banque 3. la faible capacité structurelle (organisation et moyens) des entreprises nationales du secteur privé pour exécuter les marchés, 4. l'insuffisance de la base de données relatives aux fournisseurs nationaux 	<p><u>Gouvernement</u> : Renforcer les capacités en ressources humaines et institutionnelles pour améliorer l'acquisition des biens et services</p>	Permanent
		<p><u>Banque</u> : Organiser de séminaires de formations sur les procédures de la Banque en matière d'acquisition de biens et services.</p>	Permanent
Organisation et gestion des projets :	<ol style="list-style-type: none"> 1. le manque de personnel qualifié ; 2. l'instabilité du personnel d'exécution des projets ; 3. la déficience de la gestion comptable et financière ; 4. l'irrégularité de la procédure de recrutement des responsables des projets vis-à-vis des règles de la Banque (coordonnateur, comptable, autres) ; 5. le manque de suivi de la part des homologues ; 6. le problème d'archivage des dossiers des projets ; 7. la déficience du suivi et de gestion des contrats (consultants, entrepreneurs et fournisseurs) ; 8. l'insuffisance du suivi des recommandations de la Banque ; 9. la non-production des rapports d'activité ; 10. la non-réalisation systématique des rapports d'audit. 	<p><u>Gouvernement</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Renforcer les capacités en ressources humaines et institutionnelles pour améliorer l'organisation et la gestion des projets - Systématiser la production des rapports d'audit - Veiller à un suivi des recommandations - Stabiliser le personnel d'exécution des projets 	Permanent
		<p><u>Banque</u> : Organiser de séminaires de formations sur les procédures de la Banque.</p>	Permanent
Problèmes financiers:	<ol style="list-style-type: none"> 1. le non-respect des engagements financiers du Gouvernement dans la mobilisation à temps de sa contrepartie au financement des projets bien que celle-ci ait été budgétisée 2. l'arrêt de l'exécution des projets dû aux suspensions des décaissements 3. les longs délais observés par la Banque dans les décaissements des fonds en faveur des projets 	<p><u>Gouvernement</u> : systématiser le versement à temps de la contrepartie au financement des projets</p> <p><u>Banque</u> : Organiser des séminaires de formations sur les procédures de décaissements des fonds</p>	Permanent

Titre du projet	Problèmes soulevés	Actions requises	Date buttoir
SECTEUR AGRICOLE			
1. Projet d'aménagement hydro-agricole du polder de Mamdi	<ol style="list-style-type: none"> 1. les pompes reçues (lot 1) ont présenté des dysfonctionnements après 600 à 900 h de pompage ; 2. la durée des travaux du lot 4 bis va au-delà de la date limite du dernier décaissement fixée au 31 décembre 2002 ; 3. La durée du contrat du bureau d'études chargé de la supervision des travaux, qui prendra fin en avril 2002, ne couvre pas la totalité de la période d'exécution des travaux ; 4. le retard dans la soumission du rapport d'audit de l'exercice 2000 ; 5. le retard dans le versement de la contrepartie du Gouvernement. 6. L'absence de tenue d'une comptabilité séparée des comptes du projet.. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. sommer le fournisseur des groupes de pompage, de remédier aux dysfonctionnements constatés dans le fonctionnement de trois pompes réceptionnées ; 2. commencer par les tronçons financés par le FAD, lors de l'exécution du lot 4 bis afin de décaisser la totalité du part financée par le FAD ; 3. prendre des dispositions pour assurer la supervision des travaux entre mars et décembre 2002 ; 4. prendre des dispositions pour la soumission du rapport d'audit de l'exercice 2000, 5. saisir le Ministre des finances pour le paiement de la tranche 2001 inscrite au budget de l'Etat 6. procéder au recrutement d'un comptable pour une gestion séparée des comptes du projet, 	<ol style="list-style-type: none"> 1. 31 décembre 2001 2. 31 décembre 2002 3. 30 mars 2002 4. 31 décembre 2001 5. 31 décembre 2001 6. 31 décembre 2001
2. Projet de production cotonnière et vivrière	<ol style="list-style-type: none"> 1. Suspension des décaissements suite à un audit qui a révélé des acquisitions d'intrants agricoles selon des procédures non conformes aux règles de la Banque; 2. Retard dans le démarrage du volet crédit ; 3. Retard dans le versement de la contrepartie du Gouvernement 4. Absence de réunion du comité de pilotage 5. Retard dans la soumission du rapport d'audit de l'exercice 2000 6. Retard dans le traitement des dossiers d'acquisition. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Prendre des dispositions nécessaires pour la levée de la sanction 2. procéder à l'autonomisation du service crédit de l'ONDR, afin de permettre le démarrage du volet crédit 3.1 saisir le Ministre des finances pour le paiement des arriérés de 2000 actuellement en instance de paiement au trésor (50 millions FCFA) 3.2 saisir le Ministre des finances pour le paiement de la tranche 2001 inscrite au budget de l'Etat (208 millions FCFA) 4. tenir la réunion du comité national de pilotage durant le premier trimestre de chaque année, avec la participation de tous les membres, notamment la Cotontchad. 5. accélérer l'évaluation des offres pour le recrutement de l'auditeur 6. accélérer le traitement des dossiers d'acquisition par la Banque 	<ol style="list-style-type: none"> 1. 31 décembre 2001 2. 31 décembre 2001 3.1 31 décembre 2001 3.2 31 décembre 2001 4. 30 mars 2002 5. 31 décembre 2001 6. 31 décembre 2001
3. Projet de développement de la préfecture du Lac	<ol style="list-style-type: none"> 1. Retard dans la soumission du rapport d'audit de l'exercice 2000 2. Retard dans le versement de la contrepartie du Gouvernement 3. Retard dans le traitement des demandes de remboursement 	<ol style="list-style-type: none"> 1. accélérer l'évaluation des offres pour le recrutement de l'auditeur 2.1 saisir le Ministre des finances pour le paiement des arriérés de 2000 2.2 saisir le Ministre des finances pour le paiement de la tranche 2001 inscrite au budget de l'Etat 3. accélérer le traitement des demandes de remboursement par la Banque 	<ol style="list-style-type: none"> 1. 31 décembre 2001 2. 31 décembre 2001 3. 31 décembre 2001

Titre du projet	Problèmes soulevés	Actions requises	Date butoire
SECTEUR AGRICOLE (suite)			
4. Valorisation des eaux de ruissellement de surface	1. retard dans la signature du contrat d'acquisition de matériel informatique et équipement de bureau; 2. retard dans le versement de la contrepartie du Gouvernement ;	1. procéder à la signature du contrat d'acquisition de matériel informatique et équipement de bureau, 2.1 saisir le Ministre des finances pour le paiement des arriérés de 2000 ; 2.2 saisir le Ministre des finances pour le paiement de la tranche 2001 inscrite au budget de l'Etat	1. 31 décembre 2001 2. 31 décembre 2001
3 Etude pêche et pisciculture	1. absence de dispositions prévues pour l'audit du projet, dans le rapport d'évaluation du don	1. soumettre à la Banque une requête de modification de la liste des biens et services pour le financement par la Banque, à partir des ressources du don, de l'audit du projet	1. 31 décembre 2001
SECTEUR SOCIAL			
4. Education IV	L'audit des comptes du projet pour l'exercice 2000 n'a pas encore été réalisé. Situation liée au retard dans le transfert du fonds de roulement	<u>Gouvernement</u> : - réaliser l'audit exercice 2000 transmettre le rapport à la Banque - réaliser l'audit de l'exercice 2001 et transmettre le rapport à la Banque	28/02/2002 31/03/2002
	Deux fournisseurs sur trois adjudicataires des lots de manuels scolaires et matériels didactiques demandent un révision des prix en prétextant une hausse des cours de matière première	<u>Gouvernement</u> entreprendre des actions envers les 2 fournisseurs pour obtenir l'exécution des commandes conformément aux contrats	30/11/2001
5. Renforcement des soins de santé primaires	Utilisation du reliquat pour l'exécution de certaines activités complémentaires (la construction des logements d'astreinte approuvée par la Banque, les forages pour l'approvisionnement en eau, l'acquisition des ambulances, la reconstitution du fonds de roulement	<u>Gouvernement</u> : Réaliser les activités prévues avant l'expiration de la date-limite du dernier décaissement	30/06/2002

Titre des projets	Problèmes rencontrés	Actions requises	Date butoir
SECTEUR SOCIAL (suite)			
Réduction de la pauvreté et actions en faveur de la femme	Non-libération des fonds de contrepartie qui retarde la réalisation de certaines activités (par exemple les travaux de réhabilitation de la Délégation régionale....)	<u>Gouvernement:</u> Les ressources devront être budgétisées conformément aux prévisions budgétaires	31/12/2001
	Retard dans le démarrage des activités de micro-crédit et des constructions d'infrastructures sociales	<u>Gouvernement</u> - Accélérer le recrutement du Bureau d'études chargé de la réalisation des guides des opérations, des études et de la supervision des travaux	15/02/2002

TCHAD : OPERATIONS DU GROUPE DE LA BANQUE au 31/12/01 (en milliers d'UC)

	PROJETS PAR SECTEUR	GUICHET	Date approbation	Date signature	Date mise en vigueur	Date de clôture	Montant approuvé net	Montant décaissé	Taux de décaissement (%)
A	AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL								
1	AMELIORATION DES POLDERS DE BOL	F.A.D.	12/12/1975	15/01/1976	12/11/1976	31/12/1992	4 142,8	4 142,8	100,0
2	SATEGUI-DERESSIA HYRO-AGRIC. DEVELOPMEN	F.A.D.	14/04/1986	//	//	//	0,0	0,0	0,0
3	APPUI INSTITUTIONNEL AU GENIE RURAL	F.A.D.	14/04/1986	07/05/1986	13/03/1987	30/06/1994	948,7	948,7	100,0
4	AMENAGEMENT HYDRO AGRICOLE POLDER MAMBI	F.A.D.	18/06/1986	17/07/1986	18/03/1988	31/12/2002	11 448,7	7 292,5	63,7
5	SCHEMA DIREC.ETUDES REGION LAC TCHAD	F.A.D.	23/03/1987	10/06/1987	18/03/1988	31/12/1999	1 777,6	1 629,5	91,7
6	PROGRAMME DE RELANCE DVPT REGION DU LAC	F.A.D.	18/05/1987	10/06/1987	18/03/1988	30/06/1999	14 046,0	14 024,9	99,8
7	PROJET NATIONAL D'ELEVAGE.	F.A.D.	29/04/1988	29/05/1989	29/12/1989	30/06/2000	10 896,0	10 328,7	94,8
8	ETUDE VALORISAT.S-SECTEUR CUIRS – PEAU	F.A.D.	23/02/1989	28/05/1989	15/09/1989	31/12/1996	503,0	503,0	100,0
9	ETUDE UTILISATION EAUX DE RUISSELLEMENT	F.A.D.	14/05/1990	30/05/1990	11/06/1991	31/12/1999	1 155,9	1 155,9	100,0
10	PROJET D'AMELIORATION FILIERE COTON	F.A.D.	28/08/1991	22/04/1992	08/05/1992	31/12/2000	13 815,8	13 043,5	94,4
11	PROJET DE PRODUCTION COTONNIERE ET VIVR	F.A.D.	02/09/1993	21/03/1995	11/07/1996	31/12/2001	18 950,0	11 616,0	61,3
12	ETUDE PROJET DE DEVELOPPEMENT RURAL DE BILTINE	F.A.D.	13/10/1993	13/01/1995	20/05/1996	31/07/2001	670,0	598,6	89,3
13	ETUDE PRE-FAISABILITE DEVELOPPEM. PROD. SPIRULINE	F.A.D.	15/04/1997	29/05/1997	23/03/1998	30/06/2001	369,0	320,1	86,7
14	ETUDE D'IMP.ENVIR.DE VALORIS.EAUX RUISS	F.A.D.	29/04/1998	29/05/1998		31/12/2005	510,0	0,0	0,0
14	VALORISAT.EAUX RUISSSEL.SUPERFICIEL DS 4	F.A.D.	29/04/1998	29/05/1998	03/09/1999	31/12/2005	11 900,0	620,0	5,2
15	DEVELOPPEMENT RURAL DE LA PREFECTURE DU LAC TCHAD	F.A.D.	17/03/1999	25/05/1999		31/12/2004	3 060,0	0,0	0,0
15	DEVELOPPEMENT RURAL DE LA PREFECTURE DU LAC TCHAD	F.A.D.	17/03/1999	25/05/1999	04/09/2000	31/12/2004	17 300,0	67,3	0,4
16	ETUDE PECHE/PISCICULTURE	F.A.D.	10/12/1999	19/01/2000	10/07/2000	31/12/2004	737,2	200,6	27,2
17	PROJET DE DEVELOPPEMENT RURAL DE BILTINE	FAD	19/09/01	20/12/01	//	31/12/07	9 000,0	0,0	0,0
	TOTAL SECTEUR						121 230,7	66 492,1	54,8
D.	TRANSPORT								
1	ROAD MAINTENANCE PROGRAMME	F.A.D.	24/08/1978	04/11/1978		31/12/1982	0,0	0,0	0,0
2	PROGRAMME D'URGENCE	F.A.D.	04/12/1981	15/12/1981	30/09/1982	30/06/1994	12 978,0	12 978,0	100,0
3	REHABILITATION - ENTRETIENS ROUTIERS.	F.A.D.	26/10/1987	23/03/1988	30/12/1988	31/12/1998	12 194,1	12 194,1	100,0
4	PROJET D'AMENAGEMENT DE LA RTE DJERMAYA	F.A.D.	23/01/1997	11/02/1997	30/07/1997	31/12/2000	13 250,0	10 173,2	76,8
5	PROJET D'AMENAGEMENT DE LA ROUTE MASSAG	F.A.D.	27/04/2000	18/05/2000	09/10/2000	30/06/2004	12 000,0	0,0	0,0
	TOTAL SECTEUR						50 422,1	35 345,3	70,1
E	EAU ET ASSAINISSEMENT								
1	ASSAINISSEMENT	F.A.D.	26/10/76	02/08/1976	04/02/1977	31/12/1992	4 605,3	4 605,3	100,0
2	DRAINAGE DES EAUX PLUVIALES N'DJAMENA	F.A.D.	23/09/1986	04/11/1986	08/02/1990	30/06/1994	396,0	396,0	100,0
3	IRRIGATION SATIGUI-DERESSIA (OMVSD)	FAD	22/03/1974	10/05/1974	02/02/1975	31/12/1992	3 684,2	3 684,2	100,0
4	RIGATION SATIGUI-DERESSIA (OMVSD)	FAD	26/10/1976	11/11/1996	31/03/77	31/12/92	3 684,2	3 684,2	100,0
5	ETUDE SCHEMA DIRECTEUR ZONE SOUDANIENNE	F.A.D.	17/09/1990	08/01/1991	03/01/1992	31/03/2001	1 430,1	1 430,1	100,0
	TOTAL SECTEUR						13 799,8	13 799,8	100,0

	PROJETS PAR SECTEUR	GUICHET	Date approbation	Date signature	Date mise en vigueur	Date de clôture	Montant approuvé net	Montant décaissé	Taux décaissement (%)
F	ENERGIE								
1	ETUDE PLAN DIRECT.S-SECTEUR ELECT.(DON)	F.A.D.	16/12/1991	22/04/1992	10/12/1992	31/12/2000	940,2	940,2	72,9
	TOTAL SECTEUR						940,2	940,2	100,0
G	COMMUNICATIONS								
1	REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES DE T	F.A.D.	18/12/1986	05/02/1987	26/08/1987	31/12/2002	14 273,7	14 273,7	100,0
2	APPUI INSTITUTIONNEL A L'ONPT-NDJAMENA	F.A.D.	15/02/1990	09/03/1990	05/07/1990	31/03/2001	2 135,4	2 135,4	100,0
	TOTAL SECTEUR						16 409,1	16 409,1	100,0
H	FINANCE								
1	APPUI INSTITUTIONNEL A LA BDT.	F.A.D.	23/02/1989	23/02/1989	27/03/1990	31/12/1994	1 590,0	1 590,0	100,0
	TOTAL SECTEUR						1 590,0	1 590,0	100,0
I	SOCIAL								
1	ECOLE DES SCIENCES (I.N.S.E.)	F.A.D.	22/11/1976	11/12/1976	31/07/1977	31/12/1994	3 921,8	3 921,8	100,0
2	ETUDE DU SECTEUR SANITAIRE	F.A.D.	23/03/1987	10/06/1987	21/06/1988	30/06/1994	488,4	488,4	100,0
2	ETUDE DU SECTEUR SANITAIRE	F.A.D.	23/03/1987	10/06/1987	21/06/1988	30/06/1994	963,4	963,4	100,0
4	ETUDE SECTORIELLE D'UN PROJET EDUCATIF	F.A.D.	23/04/1987	10/06/1987	10/01/1989	31/12/1994	500,6	500,6	100,0
5	REHABI.DES ETABLS. SCOLAIRES AU TCHAD	F.A.D.	20/09/1988	28/05/1989	30/11/1989	31/12/1996	10 776,3	9 535,5	88,5
6	REHABI.ENSEIGN.ELEMENT.DANS LE BORKOU E	F.A.D.	18/09/1989	10/10/1989	30/05/1990	30/06/2000	8 623,8	8 543,3	99,1
7	PROJET EDUCATION IV	F.A.D.	28/08/1991	22/04/1992	01/04/1993	30/06/2001	7 557,0	5 795,7	76,7
8	RENFORCEMENT DES SOINS DE SANTE PRIMAIR	F.A.D.	05/05/1993	12/05/1993	12/05/1994	31/12/2000	9 210,5	7 893,6	85,7
9	REDUCTION PAUVRETE & ACTIONS EN FAVEUR DES FEMMES	F.A.T	04/09/1997	09/10/1997	04/02/1999	31/12/2003	300,0	0,0	0,0
9	REDUCTION PAUVRETE ET ACTIONS EN FAVEUR DES FEMMES	F.A.D.	04/09/1997	09/10/1997	04/02/1999	31/12/2003	5 300,0	806,6	15,2
10	PROJET EDUCATION V	F.A.T	01/03/2001	29/05/2001	//	31/12/2007	1 300,0	0,0	0,0
10	PROJET EDUCATION V	F.A.D.	01/03/2001	29/05/2001	//	31/12/2007	5 431,0	0,0	0,0
11	RENFORCEMENT SYS. SANTE ET LUTTE VIH/SIDA	FAD	21/11/01	20/12/01	//	30/06/05	5 000,0	0,0	0,0
11	RENFORCEMENT SYS. SANTE ET LUTTE VIH/SIDA	F.A T	21/11/01	20/12/01	//	30/06/05	1 000,0	0,0	0,0
	TOTAL SECTEUR						60 372,8	38 448,9	63,7
K	MULTI-SECTEUR								
1	RESTRUCT.ECONOMIQ.FINACIERE SECT.PUBLIC	F.A.D.	18/01/1989	23/02/1989	10/04/1989	30/06/1982	27 631,6	27631,6	100,0
2	APPUI INSTITUTIONNEL A 3 MINISTERES	F.A.D.	17/12/1990	08/01/1991	15/05/1991	30/06/1999	3 868,4	3 837,50	99,2
3	PROGRAMME D'AJUSTEMENT STRUCTUREL II	F.A.D.	02/10/1997	09/10/1997	28/11/1997	31/12/1999	18 000,0	18107,8	100,6
4	PROGRAMME D'AJUSTEMENT STRUCTUREL III	FAD	02/06/2002	02/08/2002	//	31/12/02	8 700,0	0	0,0
	TOTAL SECTEUR						58 200,0	49 576,9	85,2
	TOTAL PAYS						322 964,7	222 602,3	68,9

REPUBLIQUE DU TCHAD
Résumé des opérations en cours d'exécution
(au 31/12/01)
(en millions d'UC)

Projet	Source	Année d'approbation	Date de signature	Dare de mise en vigueur	Montant net Prêt/don	Montant net décaissé	Montant net non décaissé	Taux de décaissement	Date de Clôture
SECTEUR AGRICOLE									
1. Aménagement hydro-agricole des Polders de MAMDI	FAD	18/06/86	17/07/86	18/03/88	11,45	7,29	5,03	56,06	31/12/2002
2. Projet de production cotonnière et vivrière	FAD	02/09/93	21/03/95	11/07/1996	18,95	11,61	7,33	61,3	31/12/2001
3. Projet de ruissellement des eaux pluviales	FAD	29/04/98	29/05/98	03/09/99	11,90	0,62	11,30	4,99	31/12/2005
4. Développement rural de la préfecture du Lac	FAD	17/03/99	25//05/99	04/09/00	17,30	0,067	17,23	0,4	31/12/2004
	FAT	17/03/99	25//05/99	04/09/00	3 ,06	0,00	3,06	0,0	31/12/2004
5. Etude du sous-secteur de la pêche et de la pisciculture	FAT	10/1299	19/01/00	10/07/00	0,74	0,20	0,59	0,0	31/12/2004
SECTEUR DES TRANSPORTS									
6. Route Massaguet- Ngoura	FAD	27/04/00	18/05/00	09/10/00	12, 00	0,00	0,00	0,00	30/06/2004
SECTEUR SOCIAL									
1.Renforcement des soins de santé primaire	FAD	05/05/93	12/05/93	12/05/94	9,21	7,89	1,32	85,7	31/12/2000
2. Education IV	FAD	28/08/91	22/04/92	01/04/93	7,56	5,79	1,77	76,7	30/06/2001
3.Réduction de la pauvreté et actions en faveur des femmes	FAD	04/09/97	09/10/97	04/02/99	5,30	0,80	4,58	13,6	31/12/2003
	FAT	04/09/97	09/10/97	04/02/99	0,30	0,00	0,00	0,00	31/12/2003

Evaluation de la performance des opérations en cours

Au 31/12/01

Projets Secteurs activités/Critères de performances	Avancement	Acquisitions B & S	Performances Financières	Activités et Travaux	Impact sur Dévelop.	Evaluation globale 2001
A. Secteur Agricole	1,52	1,7	1,42	1,67	2,04	1,67
1. Aménagement hydro-garicole des Polders de Mamdi	1	2	1,5	2	2	1,7
2. Développement de la Préfecture du Lac	2	2	1	2	2	1,8
3. Production cotonnière et vivrière	1,3	0	1	1,75	2,2	1,2
4. Etude sous-secteur pêche et pisciculture	2,3	2,5	2	1	2	2,0
5. Valorisation des eaux de ruissellement	1	2	1,6	1,6	2	1,6
B. Secteur Social	1,67	1,3	1,7	1,8	2,0	1,9
1. Education IV	1,7	1	2	1,75	2,3	1,8
2. Renforcement des soins de santé primaire	1,3	1	2	1,5	1,7	1,5
3. Réduction pauvreté et action en faveur des femmes	2	2	1,2	2,0	2	1,8
C. Secteur des Transports						
Aménagement de la route Massaguet Ngoura	2	1	S.0	S.0	S.0	S.0
Performance globale moyenne*	1,59	1,52	1,58	1,71	2,02	1,79

RESUME DES NOTES DE PERFORMANCES PAR PROJET
AMENAGEMENT HYDRO-AGRICOLE DU POLDER DE MAMDI

EVALUATION DU PROJET		
INDICATEURS	NOTES	
	Rapport Précédent	Le présent Rapport
A. EXECUTION DU PROJET		
1. Respect des conditions préalables à l'entrée en vigueur du prêt	2	1
2. Respect des conditions générales	2	1
3. Respect des autres conditions	3	1
B. PERFORMANCE DES ACQUISITIONS		
1. Acquisition de services de consultants	1	2
2. Passation de marchés de biens et travaux	1	2
C. PERFORMANCE FINANCIERE		
1. Disponibilité de ressources en devises	2	2
2. Disponibilité de ressources en monnaie locale	3	2
3. Flux des décaissements	2	1
4. Gestion/Recouvrement des coûts	S.O	-
5. Performance des co-financiers (le cas échéant)	1	1
D. ACTIVITES ET REALISATIONS		
1. Respect du calendrier d'exécution	0	2
2. Performance des consultants ou des assistants techniques	S.O 1	2 2
3. Performance des entreprises	2	2
4. Performance de la direction du projet	1	
E. IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT	2	2
1. Probabilité d'atteindre les objectifs du projet		
2. Probabilité d'obtenir des avantages qui dureront au-delà de la phase d'investissement du projet	2	2
3. Contribution probable du projet au renforcement des capacités institutionnelles	2 1	2 2
4. Taux de rentabilité actuel		
F. EVALUATION GLOBALE DU PROJET	1,6	1,7
1. Actuelle	2	2
Tendance future		
<p>Légende : 3 = Très satisfaisant, aucun problème 2 = Satisfaisant : quelques problèmes, la Banque doit suivre 1 = Peu satisfaisant : des problèmes, la Banque doit suivre de près, mais aucune action immédiate n'est requise 0 = Très peu satisfaisant : de sérieux problèmes : action de la Banque requise</p>		

RESUME DES NOTES DE PERFORMANCES PAR PROJET**PRODUCTION VIVIERIERE ET COTONNIERE**

EVALUATION DU PROJET		
INDICATEURS	NOTES	
	Rapport Précédent	Le présent Rapport
1. EXECUTION DU PROJET		
2. Respect des conditions préalables à l'entrée en vigueur du prêt	1	1
2. Respect des conditions générales	2	1
3. Respect des autres conditions	1	2
B. PERFORMANCE DES ACQUISITIONS		
Acquisition de services de consultants	3	0
Passation marchés de biens et travaux	3	0
C. PERFORMANCE FINANCIERE		
1. Disponibilité de ressources en devises	3	1
2. Disponibilité de ressources en monnaie locale	3	1
3. Flux des décaissements	1	1
4. Gestion/Recouvrement des coûts	S.O	1
5. Performance des co-financiers (le cas échéant)	2	1
D. ACTIVITES ET REALISATIONS		
3. Respect du calendrier d'exécution	2	2
4. Performance des consultants ou des assistants techniques	S.O	2
5. Performance des entreprises	S.O	2
6. Performance de la direction du projet	2	1
5. Réalisations du projets	2	
E. IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT		
1. Probabilité d'atteindre les objectifs du projet	3	3
2. Probabilité d'obtenir des avantages qui dureront au-delà de la phase d'investissement du projet	3	3
1. Contribution probable du projet au renforcement des capacités institutionnelles	2	2
2. Taux de rentabilité actuel	2	1
F. EVALUATION GLOBABLE DU PROJET		
1. Actuelle	2.2	1.2
2. Tendances future	3	2
<p>Légende : 3 = Très satisfaisant, aucun problème 2 = Satisfaisant : quelques problèmes, la Banque doit suivre 1 = Peu satisfaisant : des problèmes, la Banque doit suivre de près, mais aucune action immédiate n'est requise 0 = Très peu satisfaisant : de sérieux problèmes : action de la Banque requise</p>		

**RESUME DES NOTES DE PERFORMANCES PAR PROJET
DEVELOPPEMENT DE LA PREFECTURE DU LAC TCHAD**

EVALUATION DU PROJET	
INDICATEURS	NOTES
	Le présent Rapport
A. EXECUTION DU PROJET	
1. Respect des conditions préalables à l'entrée en vigueur du prêt	2 2
2. Respect des conditions générales	2
3. Respect des autres conditions	
B. PERFORMANCE DES ACQUISITIONS	
1. Acquisition de services consultants	2
2. Passation marchés de biens et travaux	2
C. PERFORMANCE FINANCIERE	
1. Disponibilité de ressources en devises	
2. Disponibilité de ressources en monnaie locale	1
3. Flux des décaissements	1
4. Gestion/Recouvrement des coûts	-
5. Performance des co-financiers (le cas échéant)	-
D. ACTIVITES ET REALISATIONS	
1. Respect du calendrier d'exécution	2
2. Performance des consultants ou des assistants technique	- -
3. Performance des entreprises	2
4. Performance de la direction du projet	
E. IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT	2
1. Probabilité d'atteindre les objectifs du projet	
2. Probabilité d'obtenir des avantages qui dureront au-delà de la phase d'investissement du projet	2
3. Contribution probable du projet au renforcement des Capacités institutionnelles	2 -
4. Taux de rentabilité actuel	
F. EVALUATION GLOBABLE DU PROJET	1.8
3. Actuelle	2
4. Tendence future	
<p>Légende : 3 = Très satisfaisant, aucun problème 2 = Satisfaisant : quelques problèmes, la Banque doit suivre 1 = Peu satisfaisant : des problèmes, la Banque doit suivre de près, mais aucune action immédiate n'est requise 0 = Très peu satisfaisant : de sérieux problèmes : action de la Banque requise</p>	

RESUME DES NOTES DE PERFORMANCES PAR PROJET

VALORISATION DES EAUX DE RUISSELLEMENT DANS LES PREFECTURES

EVALUATION DU PROJET	
INDICATEURS	NOTES
	Le présent Rapport
G. EXECUTION DU PROJET	
4. Respect des conditions préalables à l'entrée en vigueur du prêt	1
5. Respect des conditions générales	1
6. Respect des autres conditions	1
H. PERFORMANCE DES ACQUISITIONS	
3. Acquisition de services consultants	2
4. Passation marchés de biens et travaux	2
I. PERFORMANCE FINANCIERE	
6. Disponibilité de ressources en devises	1
7. Disponibilité de ressources en monnaie locale	2
8. Flux des décaissements	2
9. Gestion/Recouvrement des coûts	-
10. Performance des co-financiers (le cas échéant)	-
J. ACTIVITES ET REALISATIONS	
5. Respect du calendrier d'exécution	1
6. Performance des consultants ou des assistants technique	2
7. Performance des entreprises	2
8. Performance de la direction du projet	
K. IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT	2
5. Probabilité d'atteindre les objectifs du projet	
6. Probabilité d'obtenir des avantages qui dureront au-delà de la phase d'investissement du projet	2
7. Contribution probable du projet au renforcement des Capacités institutionnelles	2
8. Taux de rentabilité actuel	-
L. EVALUATION GLOBABLE DU PROJET	1.6
5. Actuelle	2
6. Tendance future	

Légende : 3 = Très satisfaisant, aucun problème
2 = Satisfaisant : quelques problèmes, la Banque doit suivre
1 = Peu satisfaisant : des problèmes, la Banque doit suivre de près, mais aucune action immédiate n'est requise
0 = Très peu satisfaisant : de sérieux problèmes : action de la Banque requise

RESUME DES NOTES DE PERFORMANCES PAR PROJET

ETUDE DU SOUS-SECTEUR DE LA PECHE ET DE LA PISCICULTURE

EVALUATION DU PROJET	
INDICATEURS	NOTES
	Le présent Rapport
M. EXECUTION DU PROJET	
7. Respect des conditions préalables à l'entrée en vigueur du prêt	3
8. Respect des conditions générales	2
9. Respect des autres conditions	2
N. PERFORMANCE DES ACQUISITIONS	
5. Acquisition de services consultants	3
6. Passation marchés de biens et travaux	2
O. PERFORMANCE FINANCIERE	
11. Disponibilité de ressources en devises	2
12. Disponibilité de ressources en monnaie locale	2
13. Flux des décaissements	2
14. Gestion/Recouvrement des coûts	-
15. Performance des co-financiers (le cas échéant)	-
P. ACTIVITES ET REALISATIONS	
9. Respect du calendrier d'exécution	1
10. Performance des consultants ou des assistants technique	1
11. Performance des entreprises	1
12. Performance de la direction du projet	
Q. IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT	2
9. Probabilité d'atteindre les objectifs du projet	2
10. Probabilité d'obtenir des avantages qui dureront au-delà de la phase d'investissement du projet	2
11. Contribution probable du projet au renforcement des Capacités institutionnelles	
12. Taux de rentabilité actuel	1.9
R. EVALUATION GLOBALE DU PROJET	2.0
7. Actuelle	
8. Tendances future	
<p>Légende : 3 = Très satisfaisant, aucun problème 2 = Satisfaisant : quelques problèmes, la Banque doit suivre 1 = Peu satisfaisant : des problèmes, la Banque doit suivre de près, mais aucune action immédiate n'est requise 0 = Très peu satisfaisant : de sérieux problèmes : action de la Banque requise</p>	

RESUME DES NOTES DE PERFORMANCES PAR PROJET
EDUCATION IV

Annexe : PROJET EDUCATION IV

EVALUATION DU PROJET			
INDICATEURS		NOTES	
		Rapport précédent	Présent rapport
A.	<u>Avancement du projet</u>		
	1. Conformité aux conditions de l'octroi du prêt	2	2
	2. Conformité aux engagements pris dans l'accord de prêt	2	1
	3. Respect des autres conditions	2	2
B.	<u>Performances d'acquisition</u>		
	1. Acquisition des services	2	1
	2. Acquisition des biens	2	1
C.	<u>Performances financières</u>		
	1. Disponibilité de devises étrangères	3	2
	2. Disponibilité de monnaie locale	3	1
	3. Flux des décaissements	2	1
	4. Gestion/Recouvrement des coûts	s.o	s.o
	5. Performance des co-financiers	s.o	2
D.	<u>Activités et réalisations</u>		
	1. Adhésion au calendrier d'exécution	2	2
	2. Performance des consultants ou assistants techniques	2	2
	3. Performance des entrepreneurs	2	1
	4. Performance de la direction du projet	2	2
E.	<u>Impact sur le développement</u>		
	1. Probabilité d'atteindre l'objectif du projet	3	2
	2. Probabilité que des avantages soient réalisés et durent au delà de la phase d'investissement du projet	3	3
	3. Contribution probable du projet à l'accroissement de la capacité institutionnelle	2	2
	4. Taux de rentabilité actuelle	-	-
F.	<u>Evaluation globale</u>		
	1. Actuelle	2,3	1,75
	2. Tendances future	3	2,5
<p>Code :</p> <p>3 : Très satisfaisant.</p> <p>2 : Satisfaisant, pas de problèmes.</p> <p>1 : Quelques problèmes : La Banque devrait suivre étroitement, mais aucune action immédiate n'est requise</p> <p>0 : Problèmes sérieux : l'action de la Banque est requise.</p>			

RESUME DES NOTES DE PERFORMANCES PAR PROJET
RENFORCEMENT DES SOINS DE SANTE PRIMAIRES

EVALUATION DU PROJET		
INDICATEURS	NOTES	
	Rapport précédent	Présent rapport
A <u>Avancement du projet</u>		
1. Conformité aux conditions de l'octroi du prêt	1	2
4. Conformité aux engagements pris dans l'accord de prêt	1	1
5. Respect des autres conditions	2	1
B <u>Performances d'acquisition</u>		
1. Acquisition des services	1	1
2. Acquisition des biens	2	1
C <u>Performances financières</u>		
1. Disponibilité de devises étrangères	3	2
2. Disponibilité de monnaie locale	2	2
3. Flux des décaissements	2	2
6. Gestion/Recouvrement des coûts	s.o	So
7. Performance des co-financiers	s.o	2
D <u>Activités et réalisations</u>		
1. Adhésion au calendrier d'exécution	1	1
2. Performance des consultants ou assistants techniques	2	2
3. Performance des entrepreneurs	1	1
4. Performance de la direction du projet	2	2
5. Réalisation du projet	2	
E <u>Impact sur le développement</u>		
1. Probabilité d'atteindre l'objectif du projet	2	2
4. Probabilité que des avantages soient réalisés et durent au delà de la phase d'investissement du projet	2	1
5. Contribution probable du projet à l'accroissement de la capacité institutionnelle	s. o	2
4. Taux de rentabilité actuelle	s. o	s.o
F <u>Evaluation globale</u>		
1. Actuelle	1,7	1,5
2. Tendances future	2	2
Code :		
3	:	Très satisfaisant.
2	:	Satisfaisant, pas de problèmes.
1	:	Quelques problèmes : La Banque devrait suivre étroitement, mais aucune action immédiate n'est requise
0	:	Problèmes sérieux : l'action de la Banque est requise.

RESUME DES NOTES DE PERFORMANCES PAR PROJET**REDUCTION DE LA PAUVRETE ET ACTION EN FAVEUR DE LA FEMME**

EVALUATION DU PROJET		
INDICATEURS	NOTES	
	Rapport précédent	Présent Rapport
A.	<u>Avancement du projet</u>	
	1. Conformité aux conditions de l'octroi du prêt	- 2
	2. Conformité aux engagements pris dans l'accord de prêt	- 2
	3. Respect des autres conditions	- 2
B.	<u>Performances d'acquisition</u>	
	1. Acquisition des services	- 2
	2. Acquisition des biens	- 2
C.	<u>Performances financières</u>	
	1. Disponibilité de devises étrangères	- 2
	2. Disponibilité de monnaie locale	- 1
	3. Flux des décaissements	- 1
	4. Gestion/Recouvrement des coûts	- 1
	5. Performance des co-financiers	- s.o
D.	<u>Activités et réalisations</u>	
	1. Adhésion au calendrier d'exécution	- 2
	2. Performance des consultants ou assistants techniques	- 2
	3. Performance des entrepreneurs	- 2
	4. Performance de la direction du projet	- 2
E.	<u>Impact sur le développement</u>	
	1. Probabilité d'atteindre l'objectif du projet	3 2
	2. Probabilité que des avantages soient réalisés et durent au delà de la phase d'investissement du projet	3 2
	3. Contribution probable du projet à l'accroissement de la capacité institutionnelle	S.O 2
	4. Taux de rentabilité actuelle	- -
F.	<u>Evaluation globale</u>	
	1. Actuelle	3 1,8
	2. Tendances future	3 2,0
Code :		
3	:	Très satisfaisant.
2	:	Satisfaisant, pas de problèmes.
1	:	Quelques problèmes : La Banque devrait suivre étroitement, mais aucune action immédiate n'est requise
0	:	Problèmes sérieux : l'action de la Banque est requise.

RESUME DES NOTES DE PERFORMANCES PAR PROJET
ROUTE MASSAGUET-NGOURA (SECTION BISNEY-NGOURA)

EVALUATION DU PROJET		
INDICATEURS		NOTES
		Le présent Rapport
A. EXECUTION DU PROJET		
1. Respect des conditions préalables à l'entrée en vigueur du prêt		2
2. Respect des conditions générales		2
3. Respect des autres conditions		SO
B. ACQUISITION DES PERFORMANCES		
1. Acquisition de services consultants		1
2. Passation marchés de biens et travaux		1
C. PERFORMANCE FINANCIERE		
1. Disponibilité de devises		1
2. Disponibilité de monnaie locale		1
3. Flux des décaissements		1
4. Gestion des coûts		1
5. Performance des co-financiers (le cas échéant)		S.O
D. ACTIVITES ET REALISATIONS		
1. Respect du calendrier d'exécution		2
4. Performance des consultants et des assistants techniques		
5. Performance des entrepreneurs		SO
6. Performance de la direction du projet		SO
4. Réalisations du projet		SO
E. OBJECTIF DE DEVELOPPEMENT		SO
1. Probabilité de réalisation des objectifs du projet		SO
2. Probabilité de préservation des avantages au-delà de la phase d'investissement du projet		SO
3. Contribution probable du projet au renforcement des capacités institutionnelles		SO
4. Taux de rentabilité attendu		SO
F. EVALUATION GLOBALE DU PROJET		
1. A l'heure actuelle		SO
2. Evolution dans le temps		SO
Légende : 3 = Hautement satisfaisant 2 = Satisfaisant : quelques problèmes, la Banque doit suivre 1 = Peu satisfaisant : des problèmes, la Banque doit suivre de près, mais aucune action immédiate n'est requise 0 = Très peu satisfaisant : de sérieux problèmes : action de la Banque requise		

ANNEXE VI

TCHAD : MATRICE DES PROBLEMES COMMUNS DU PORTEFEUILLE

Problèmes génériques	Projet-hydro-agricole Mamdi	Projet production cotonnière et vivrière	Projet dév. préfecture du Lac	Valorisation eaux ruissellement	Etude pêche et pisciculture	Education IV	Renforcement système santé	Femme-Réduction pauvreté
1.les longs délais de préparation et d'approbation du décret de ratification des accords de prêt	x	x		x		x	x	x
2. les difficultés rencontrées par l'administration et les agences d'exécution à remplir certaines conditions spécifiques	x	x		x		x	x	x
3.les longs délais de passation des marchés, incluant les difficultés d'élaboration des dossiers d'appel d'offres et la lenteur dans les processus respectifs d'adjudication et d'approbation des marchés	x	x		x	x			
4.le non-respect des règles de procédure d'acquisition de la Banque	x	x		x				
5.la faible capacité structurelle (organisation et moyens) des entreprises nationales du secteur privé pour exécuter les marchés,	x	x		x		x		
6.l'insuffisance de la base de données relatives aux fournisseurs nationaux						x		
7 le manque de personnel qualifié .			x					
8.Instabilité du personnel d'exécution des projets			x	x				x
9.la déficience de la gestion comptable et financière ;	x	x						x
10. l'irrégularité de la procédure de recrutement des responsables des projets vis à vis des règles de la Banque (coordonnateur, comptable, autres) ;								
11.la déficience du suivi et de gestion des contrats (consultants, entrepreneurs et fournisseurs)	x	x		x				
12. l'insuffisance du suivi des recommandations de la Banque	x	x		x				
13.la non-production des rapports d'activité ; la non-réalisation systématique des rapports d'audit	x	x	x	x	x	x		x
14. le non-respect des engagements financiers du Gouvernement dans la mobilisation à temps de sa contrepartie au financement des projets bien que celle-ci ait été budgétisée	x	x	x	x				x
15. l'arrêt de l'exécution des projets dû aux suspensions des décaissements	x							
16. les longs délais observés par la Banque dans les décaissements des fonds en faveur des projets	x	x	x			x	x	x

